

## SEIZIÈME JOURNÉE.

Lundi 10 décembre 1945.

### *Audience du matin.*

LE PRÉSIDENT. — Le Tribunal a reçu une lettre du docteur Dix, au nom de l'accusé Schacht. Pour y répondre, nous informons les avocats qu'ils auront l'autorisation, en vertu de l'article 24 h de l'Acte constitutif, de faire une seule plaidoirie et ce après la présentation de toutes les preuves. Après l'exposé de l'accusation par le Ministère Public, les avocats seront invités à soumettre au Tribunal les preuves qu'ils désirent apporter, mais ils devront se borner à l'énumération des noms des témoins et des questions auxquelles se rapporteront leurs témoignages; cette présentation ne devra pas se faire sous la forme d'une plaidoirie; cela est-il bien clair? Pour éviter tout malentendu, ce que je viens de dire figurera au tableau d'affichage de la salle des avocats, afin que vous puissiez vous y référer.

M. ALDERMAN. — Plaise au Tribunal. Vendredi, à la suspension d'audience, j'en étais arrivé dans mon exposé de l'agression contre l'URSS au moment où, la campagne à l'Ouest terminée, les conspirateurs nazis avaient commencé le développement de leur plan d'attaque contre l'Union Soviétique. Des préparatifs et des actions préliminaires de grande envergure étaient en voie d'exécution. Hitler avait annoncé dès novembre que des instructions plus précises et plus détaillées seraient données ultérieurement, c'est-à-dire aussitôt que le schéma général du plan d'opérations de l'Armée lui aurait été soumis et qu'il l'aurait approuvé. Nous atteignons ainsi la phase qui, dans le schéma présenté vendredi dernier, constitue la troisième partie du « plan Barbarossa ».

Le 18 décembre 1940, le schéma général du plan d'opérations de l'Armée ayant été soumis à Hitler, les directives stratégiques de base pour le « plan Barbarossa » furent données au Haut Commandement de l'Armée, de la Marine et de l'Aviation: Directive n° 21. Cette instruction révèle pour la première fois l'existence d'un plan d'invasion de l'Union Soviétique; il en a été formellement fait mention dans un ordre, bien que cet ordre portât la mention « Secret absolu ». C'est là également que, pour la première fois, a été employé le mot-code « Barbarossa » pour désigner cette opération.

Cette instruction qui porte le numéro PS-446 a déjà été déposée au cours de mon exposé introductif, sous le n° USA-31. Étant donné

que ce document a été à l'époque examiné à fond, je crois qu'il suffit maintenant de rappeler au Tribunal deux ou trois passages parmi les plus significatifs. La plupart de ces passages figurent à la page 1 de la traduction anglaise. L'un des plus caractéristiques, semble-t-il, est le premier de cette instruction : « Les Forces armées allemandes doivent être prêtes à écraser la Russie soviétique, au cours d'une campagne rapide, avant même la fin de la guerre contre l'Angleterre. »

On relève à la même page : « Les préparatifs les plus longs à mettre à exécution doivent, si cela n'a pas encore été fait, être engagés dès maintenant et terminés le 15 mai 1941.

« Il faudra prendre de très grandes précautions pour que l'on ne puisse se rendre compte de notre intention d'attaquer. »

Cette instruction donne ensuite un schéma du vaste plan stratégique d'invasion et fixe les rôles que les divers services (Armée, Marine, Aviation) doivent y jouer; elle demande en outre que les Commandants en chef fournissent à Hitler des rapports oraux et se termine comme suit :

V, page 2 : « Conformément à ces instructions, j'attends les rapports des Commandants en chef sur leurs plans ultérieurs.

« Le Haut Commandement devra me présenter des rapports sur les préparatifs prévus par les différentes armes, en mentionnant leur durée. » Signé par Hitler, paraphé par Jodl, Keitel, Warlimont et une autre signature illisible.

Il résulte clairement de l'ordre lui-même ainsi que des circonstances dans lesquelles il a été donné, qu'il ne s'agissait pas là d'une simple manœuvre ordonnée par l'État-Major. Il s'agissait bien d'un ordre préparant un acte d'agression qu'on avait l'intention d'accomplir et qui eut effectivement lieu.

Les divers services qui le reçurent le comprirent certainement comme un ordre de se préparer à l'action et non pas comme plan hypothétique d'opérations. Cela résulte des plans détaillés et des préparatifs qui suivirent immédiatement dans le but de développer le schéma général exposé dans cette directive de base.

Nous en venons maintenant, au plan militaire et aux préparatifs d'exécution de l'action « Barbarossa ». Le Journal de guerre de la Marine du 13 janvier 1941 indique que très tôt, l'OKM s'est conformé à la disposition de l'instruction 21, enjoignant d'informer Hitler des progrès de la préparation, par l'intermédiaire du Haut Commandement des Forces armées. Ce début du journal de guerre figure dans notre documentation sous le titre C-35 et nous le produisons sous la cote USA-132. Ce document contient une bonne quantité d'informations techniques concernant le rôle de la Marine dans la campagne à venir et la manière dont elle se préparait à le remplir. Je pense cependant qu'il suffira pour ce que nous nous

proposons de prouver, de montrer en lisant un court extrait du début de ce journal, que la Marine se préparait activement à l'attaque fixée à une date ultérieure.

Je commence à la page I de la traduction anglaise, qui est la page 401 du journal proprement dit :

« 30 janvier 1941.

« 7. I. a. a parlé de plans et de préparatifs pour l'action « Barbarossa » qui doivent être soumis au Haut Commandement des Forces armées. »

Je fais remarquer que « I. a. » dans ce cas, est une abréviation désignant le chef adjoint des opérations navales. Suit une liste des objectifs de la Marine dans la guerre contre la Russie. Puis une énumération des tâches qui lui incombent, dont l'une est assez typique pour donner au Tribunal une idée de toutes les autres. Je cite ce qui figure en haut de la page 2 de la traduction anglaise :

« II. — Objectifs en cas de guerre contre la Russie.

« d) Harceler la flotte russe par des coups donnés par surprise, comme : 1. Dès le déclenchement de la guerre, des attaques-éclair menées par des escadrilles d'aviation, contre les points fortifiés et contre les vaisseaux de guerre dans la Baltique, la Mer Noire et l'Océan Glacial Arctique. »

En déposant ce document, j'ai simplement l'intention de montrer que le « plan Barbarossa » a été élaboré et établi presque six mois avant l'ouverture des opérations. Il ne s'agit ici que d'un document de plus dans cette masse qui démontre de façon indiscutable que l'invasion de l'Union Soviétique fut l'une des attaques les plus froidement préméditées contre une puissance voisine, qu'ait enregistrée l'Histoire.

De même, le Journal de guerre de la Marine du mois de février mentionne plusieurs fois les plans et les préparatifs pour la campagne future. Le document C-33 que je dépose sous le titre USA-133 en contient des extraits. Je pense qu'il suffira, pour le procès-verbal, de citer les passages caractéristiques qui figurent à la date du 19 février 1941, page 3 de la traduction anglaise et à la page 248 du journal proprement dit.

« En ce qui concerne les opérations prochaines « Barbarossa » pour lesquelles toutes les vedettes rapides de la Baltique seront nécessaires, on ne peut envisager leur transfert qu'après la fin des opérations « Barbarossa ».

Le 3 février 1941, le Führer tint une conférence pour examiner les progrès déjà accomplis dans la préparation du « plan Barbarossa ». Au cours de cette conférence, furent examinés également les plans « Sonnenblume » (Tournesol); c'était le mot-code désignant les opérations en Afrique du Nord. Avec Hitler, étaient présents :

l'accusé Keitel, chef du Haut Commandement des Forces armées, l'accusé Jodl, chef de l'État-Major d'opérations des Forces armées, Brauchitsch, Commandant en chef de l'Armée, Halder, chef de l'État-Major général de l'Armée, ainsi que divers autres dont le colonel Schmudt, aide de camp de Hitler. Un compte rendu de cette conférence se trouve dans notre document PS-872 que je dépose sous le numéro USA-134.

Au cours de cette conférence, le chef d'État-Major général de l'Armée fournit un long rapport sur les forces ennemies comparées à ses propres forces, et sur les plans généraux d'invasion. Ce rapport est ponctué à divers intervalles par des commentaires du Führer.

A la page 4 de la traduction anglaise du compte rendu de la conférence, et à la page 5 de l'original allemand, se trouve un extrait intéressant qui, bien qu'écrit en abrégé, est cependant suffisamment clair pour nous montrer qu'on avait déjà prévu en détail l'horaire des heures de déploiement des troupes ainsi que des mesures industrielles. Je cite :

« Les dates prévues furent reportées sur la carte. Premier échelon du dispositif — Aufmarschstaffel — « à transférer maintenant, Front — Intérieur — Est. Deuxième échelon du dispositif, à partir du milieu de mars donne trois divisions de renfort dans l'Ouest, mais Groupes d'armées et Hauts Commandements d'armées sont retirés de l'Ouest — Dans l'Est, il y a déjà des renforts considérables bien que stationnés à l'arrière. A partir de ce moment « Attila » — je puis dire ici que c'était là le mot-code désignant les opérations pour l'occupation de la France non occupée — ne peut être exécuté qu'avec difficulté. Les transports industriels sont gênés par les mouvements de troupes. A partir du début avril, on s'enquerra des possibilités de traverser la Hongrie. Troisième échelon du dispositif à partir du milieu d'avril. « Félix » n'est plus possible, étant donné que la plus grande partie de l'artillerie est déjà embarquée. — « Félix » était le nom de l'opération projetée contre Gibraltar. — « L'industrie travaille à rendement maximum suivant les tableaux d'opérations prévus. Plus de camouflage. Quatrième échelon du dispositif du 25 avril au 15 mai, retire des forces considérables de l'Ouest. » « Seelöwe » ne peut plus être exécuté. — « Seelöwe » (Lion de mer) était le mot-code désignant les opérations projetées contre l'Angleterre et « Marita », que nous trouverons plus loin, celui qui désignait les opérations contre la Grèce. — La concentration de troupes à l'Est est clairement apparente. Les maxima des tableaux d'opérations sont maintenus. Le tableau complet du dispositif des forces sur la carte montre huit divisions Marita.

« Le Commandant en chef de l'Armée a demandé à ne plus employer ici cinq divisions de contrôle, mais à les garder à la disposition des chefs militaires à l'Ouest. »

« Le Führer : Quand « Barbarossa » commencera, le monde retiendra son souffle et se taira. »

A mon sens, il résulte de ceci et des conclusions de la conférence que je lirai tout à l'heure, que l'Armée et la Marine considéraient « Barbarossa » comme une directive d'action, et que leurs préparatifs étaient déjà très avancés dès février 1941, près de cinq mois avant le 22 juin, date à laquelle l'attaque fut effectivement déclenchée. Le compte rendu de la conférence en résumé comme suit les conclusions, dans la mesure où elles concernent « Barbarossa » : je lis la page 6 de la traduction anglaise (page 7 du texte allemand).

« Conclusions :

« 1. « Barbarossa »

« a) Le Führer approuve le plan d'opérations dans son ensemble. Au cours de son exécution, il faudra se souvenir que le but essentiel est de s'emparer des États Baltes et de Leningrad.

« b) Le Führer désire que la carte des opérations et le plan de disposition des forces lui soient envoyés aussitôt que possible.

« c) On ne doit pas conclure d'accords avec les États voisins qui doivent y participer, avant qu'il ne soit possible de se démasquer entièrement. Une seule exception pour la Roumanie en ce qui concerne le renforcement de la Moldavie.

« d) Il faut dans tous les cas exécuter « Attila ». (Avec les moyens disponibles.)

« e) La concentration pour le plan « Barbarossa » sera camouflée sous la forme d'une feinte pour « Lion de mer » et comme une mesure subsidiaire concernant « Marita ».

Le 13 mars 1941, l'accusé Keitel signa une directive d'opérations de l'ordre du Führer n° 21 qui fut donnée sous la forme d'« Instructions pour les territoires soumis à un régime spécial. » C'est l'ordre d'opérations détaillé n° PS-447, que je dépose sous le n° USA-135. Cet ordre donné plus de trois mois avant l'attaque montre avec quelle précision les plans avaient prévu chaque phase de l'opération.

La section 1 de cette instruction est intitulée « Territoires d'opérations et pouvoir exécutif » et fixe les modalités du contrôle. D'après cette instruction, c'est le chef du Haut Commandement des Forces armées qui exerce le pouvoir exécutif dans les territoires d'opérations au cours de la campagne. Cependant, pendant cette période, le Reichsführer SS est chargé de « missions spéciales ». Ceci est exposé dans le paragraphe 2 b, page 1 de la traduction anglaise dont voici le texte :

« b) Dans la zone d'opérations de l'Armée, le Reichsführer SS est chargé par le Führer de missions spéciales concernant l'organisation de l'administration politique, tâches rendues nécessaires par la lutte qui résultera de l'opposition de deux systèmes politiques différents.

Dans l'exécution de ces missions, le Reichsführer SS agira de façon indépendante et sous sa propre responsabilité. Le pouvoir exécutif est confié au Haut Commandement de l'Armée de terre (OKH) et les services qu'il contrôle ne sont pas touchés par cette instruction. Le Reichsführer SS doit veiller à ce que l'exécution de sa mission ne gêne pas les opérations militaires. Les détails en seront réglés directement et immédiatement par l'OKH en collaboration avec le Reichsführer SS.»

L'ordre décide que l'administration politique sera subordonnée à des commissaires du Reich et fixe les rapports de ces fonctionnaires et de l'Armée. Cela figure au paragraphe 2 c et au paragraphe 3, dont j'aimerais lire des extraits.

«c) Dès que la zone d'opérations sera suffisamment étendue en profondeur, elle devra être limitée à l'arrière. Le territoire nouvellement occupé à l'arrière de la zone d'opérations doit recevoir son administration politique propre. Pour le moment il sera divisé d'après des bases nationales et les positions des Groupes d'armées, dans le Nord (Pays Baltes), le Centre (Russie Blanche), le Sud (Ukraine). Dans ces territoires, l'administration politique sera confiée aux commissaires du Reich qui reçoivent leurs ordres du Führer.

«3. Pour l'exécution de toutes les tâches militaires dans les zones soumises à l'administration politique à l'arrière de la zone d'opérations, ce sont les officiers supérieurs, responsables devant le Haut Commandement des Forces armées (OKW), qui auront pouvoir de commandement. Le Commandant en chef est le représentant suprême des Forces armées dans la zone qui dépend de lui et détenteur de droits militaires souverains. Il joue le rôle d'un commandant territorial et a les mêmes droits qu'un chef d'Armée (Armee-Oberbefehlshaber) ou qu'un général (Kommandierend General). Il doit assumer dans cette capacité les tâches suivantes:

«a) Collaboration étroite avec le commissaire du Reich, afin de l'aider à accomplir sa mission politique.

«b) Exploitation du pays et protection de ses ressources économiques destinées à l'industrie allemande.»

Cet ordre fixe également les responsabilités dans l'administration économique des territoires conquis. C'est un sujet que je développerai plus abondamment dans ma présentation ultérieure. Ceci se trouve aussi dans la section 1, paragraphe 4, que je vais lire maintenant :

«4. Le Führer a confié la direction unique de l'administration économique dans la zone des opérations et dans les territoires d'administration politique au maréchal du Reich qui a chargé le chef du Wi Rü Amt de l'exécution de cette tâche. Des ordres spéciaux seront donnés par l'OKW/Wi Rü Amt.»

La deuxième section traite des questions concernant le personnel, les fournitures, etc.

LE PRÉSIDENT. — Monsieur Alderman, pourriez-vous nous dire qui était le Reichsmarschall ?

M. ALDERMAN. — C'était l'accusé Göring.

LE PRÉSIDENT. — Et qui était, à cette époque, le Reichsführer SS ?

M. ALDERMAN. — Himmler.

LE PRÉSIDENT. — Himmler ?

M. ALDERMAN. — Oui.

La deuxième partie traite de questions concernant le personnel, les fournitures, les transports et communications. Je ne la lirai pas ici.

La troisième partie de l'ordre traite des relations avec certains autres États et je vais en lire une partie : je lis à partir de la page 3 de la traduction anglaise :

« III. — Règlements concernant la Roumanie, la Slovaquie, la Hongrie et la Finlande.

« 9. Les accords avec ces puissances seront conclus par l'OKW en collaboration avec le ministère des Affaires étrangères, et d'après les désirs des hauts commandements respectifs. Si, au cours des opérations, l'établissement de droits spéciaux s'avère nécessaire, on transmettra des requêtes dans ce sens à l'OKW. »

Le document se termine par un passage concernant la Suède, qui figure à la page 3 de la traduction anglaise.

« IV. — Directives concernant la Suède :

« 12. Puisque la Suède ne peut être qu'une zone de passage pour les troupes, le chef des troupes allemandes ne doit pas être nanti de pouvoirs spéciaux. Cependant, il a le droit et le devoir d'assurer la protection immédiate des transports ferroviaires contre le sabotage et les attaques.

« Le chef du Haut Commandement des Forces armées,

« Signé : Keitel. »

Comme il était déjà indiqué dans le plan original « Barbarossa », directive n° 21, dont j'ai déjà parlé précédemment, le plan prévoyait à l'origine que l'attaque aurait lieu aux environs du 15 mai 1941. Entre temps, cependant, les conspirateurs nazis se trouvèrent entraînés dans une campagne dans les Balkans et furent forcés de retarder « Barbarossa » de quelques semaines. On en trouva la preuve dans un document C-170. L'accusé Raeder a identifié ce document comme étant une compilation d'extraits officiels du

journal de guerre de l'État-Major de la Marine. Il a été préparé par les archivistes de la Marine qui pouvaient consulter les dossiers de l'Amirauté et contient des références aux documents qui sont à la base de chaque note. Je dépose ce document comme preuve sous la cote USA-136.

Bien que je doive revenir plus tard sur ce texte, j'aimerais en lire maintenant un extrait qui figure au paragraphe 2 de la note 142, page 19 de la traduction anglaise, et qui est une note marginale figurant à la page 26 de l'original allemand. Cette remarque porte la date du 3 avril 1941. En voici le texte :

« Les opérations dans les Balkans retardent « Barbarossa » de près de cinq semaines. Toutes les mesures pouvant être considérées comme action offensive doivent être suspendues, d'accord avec l'ordre du Führer. »

A la fin d'avril cependant, les choses étaient suffisamment au point pour permettre au Führer de fixer définitivement le jour « J » au 22 juin, plus de sept semaines à l'avance. Le document PS-873 est un rapport « strictement confidentiel » d'une conférence avec le chef de la section *Landesverteidigung des Wehrmachtsführungsstabs* du 30 avril 1941, que je dépose sous la cote USA-137. Je pense qu'il suffira de lire les deux premiers paragraphes de ce rapport.

« 1. Horaire « Barbarossa ». Le Führer a décidé que l'action « Barbarossa » commencerait le 22 juin. A partir du 23 mai, mouvements de troupes selon le tableau d'opérations. Au début de l'opération, les réserves de l'OKH n'auront pas encore atteint les positions prévues.

« 2. Rapport des forces en présence pour l'action « Barbarossa ».

« Secteur Nord : effectifs allemands et russes à peu près de la même importance.

« Secteur Central : grande supériorité allemande.

« Secteur Sud : supériorité russe. »

Au début de juin, pratiquement trois semaines avant le jour « J », les préparatifs d'attaque étaient si complets qu'il fut possible au Haut Commandement d'élaborer un horaire indiquant en détail la disposition et les mouvements de l'Armée, de la Marine et de l'Aviation. Ce plan constitue le document C-39 que je dépose sous la cote USA-138.

Ce document fut préparé en vingt et un exemplaires : celui que je dépose ici est la troisième copie qui fut remise au Haut Commandement de la Marine. La page 1 est sous forme de communiqué et est rédigée comme suit :

« Secret militaire absolu. Haut Commandement des Forces armées, n° 44.842/41. Secret militaire absolu WFSt. Section L.



État-Major du Führer. (Sans date). A l'attention du chef. A ne transmettre que par des officiers. — 21 exemplaires. 1 copie. 00845/41. Reçu le 6 juin. Annexes : néant.

«Le Führer a approuvé le schéma ci-joint comme base de la préparation ultérieure de «Barbarossa». Si des modifications étaient nécessaires au cours de l'exécution, le Haut Commandement des Forces armées devrait en être informé.

«Le chef du Haut Commandement des Forces armées.

«Signé : Keitel.»

Je n'ai pas l'intention de vous lire la liste complète des destinataires des vingt et une copies.

LE PRÉSIDENT. — Monsieur Alderman, le Tribunal ne pense pas qu'il soit nécessaire que vous lisiez toutes les annotations figurant en tête des documents secrets : Secret absolu, à transmettre par des officiers, chiffres, références, etc. Donnez seulement le numéro d'identification du document.

M. ALDERMAN. — Oui, Monsieur le Président. Les deux pages suivantes du document exposent l'état des préparatifs à la date du 1<sup>er</sup> juin 1941. Cet exposé comprend six paragraphes portant les titres suivants : Situation générale, négociations avec les États amis, Armée, Marine, Aviation, Camouflage.

Je ne pense pas qu'il soit nécessaire pour le procès-verbal de lire ceci intégralement. Ce qui suit est rédigé sous forme de tableau comprenant sept colonnes allant de gauche à droite et comportant date, numéro de série, Armée, Force aérienne, OKW et remarques. Ce qu'il y a de plus intéressant dans ce tableau...

LE PRÉSIDENT. — Monsieur Alderman, voulez-vous lire le premier paragraphe ; il y a deux lignes qui me semblent importantes ?

M. ALDERMAN. — Oui.

LE PRÉSIDENT. — Sous le titre : Situation générale, page 2.

M. ALDERMAN. — Oui, Monsieur le Président.

«I. Situation générale :

«Le plan de concentration maxima des troupes à l'Est a été mis à exécution le 22 mai.

LE PRÉSIDENT. — Oui.

M. ALDERMAN. — Les textes les plus intéressants sont, à mon avis, ceux des pages 9 et 10. C'est la page 8 du texte allemand. Au bas de la page 9, on lit dans les colonnes concernant l'Armée, la Marine et l'Aviation :

« Jusqu'à 13 heures, dernière limite pour le déclenchement de l'opération. »

Dans la colonne portant le titre OKW, je cite encore :

« Le mot-code « Altona » suspend l'attaque: le mot-code « Dortmund » en confirme le déclenchement. »

Dans la colonne des remarques on lit l'observation suivante :

« Absence totale de camouflage des formations: point d'effort maximum; concentration de l'armement et de l'artillerie à envisager. »

La seconde note de la page 10 du document, à la date du 22 juin, et portant le n° 31, s'applique aux rubriques: Armée, Marine Aviation et OKW. Elle porte le titre: « Jour d'invasion » et est rédigée comme suit :

« Heure « H » marquant le début de l'invasion par l'Armée et le passage de la frontière par l'Aviation: 3 h. 30. »

Dans la colonne « Remarques », on lit :

« Le rassemblement des Forces armées est indépendant de tout retard dans le déclenchement de l'action aérienne dû aux conditions météorologiques. »

Le reste de ce document est de même nature que les passages cités et, comme je l'ai dit, donne de nombreux détails sur la disposition et le rôle des divers éléments des Forces armées. Le 9 juin 1941, un ordre du Führer demanda que des rapports ultimes sur « Barbarossa » fussent envoyés à Berlin le 14 juin 1941, c'est-à-dire exactement huit jours avant le jour « J ». Cet ordre est signé par Schmudt, aide de camp de Hitler. C'est le document C-78 dans notre série de documents; je le dépose sous la cote USA-139, et j'en cite la page 1, sous le titre: Conférence « Barbarossa » :

« 1° Le Führer et Commandant suprême des Forces armées a demandé que des rapports sur « Barbarossa » lui soient fournis par les Commandants des Groupes d'armées et par les Commandants de même rang de la Marine et de l'Aviation.

« 2° Les rapports seront faits le samedi 14 juin 1941, à la Chancellerie du Reich à Berlin.

« 3° Horaire :

« a) 11 heures: « Renard argenté » ;

« b) 12 à 14 heures: Groupe d'armées sud;

« c) 14 heures à 15 h. 30: Déjeuner pour tous ceux qui participeront à la conférence ;

« d) À partir de 15 h. 30: Baltique, Groupe d'armées nord et Groupe d'armées du centre, dans l'ordre indiqué.

« Signé: Schmudt. »

Sont joints, une liste des participants à la conférence et l'ordre dans lequel ils doivent fournir leur rapport. Je ne la lirai pas. Sur cette liste figurent de nombreux membres, à cette époque-là, des organisations inculpées, Haut Commandement et État-Major général. On y relève évidemment les noms des accusés Göring, Keitel, Jodl et Raeder.

Je crois que les documents que j'ai déposés et cités sont plus que suffisants pour établir de façon définitive la préméditation, les calculs de sang-froid qui ont caractérisé la préparation militaire de l'invasion de l'Union Soviétique. Presque une année entière avant que le crime ne soit perpétré, les conspirateurs nazis élaborèrent leurs plans et préparèrent tous les détails militaires de leur agression avec toute cette précision et cette persévérance que l'on reconnaît au caractère allemand. Bien que plusieurs de ces accusés aient joué un rôle particulier dans cette phase militaire des plans et préparatifs d'attaque, il est assez naturel que les rôles prédominants aient été tenus comme nous l'avons vu, par les personnalités militaires, les accusés Göring, Keitel, Jodl et Raeder.

Ensuite, préparation du pillage : Plan d'exploitation économique et de spoliation de l'Union Soviétique.

Non seulement l'agression fut envisagée en détail dans le domaine militaire, mais les conspirateurs nazis en retirèrent en outre des avantages dans le domaine économique par suite de mesures soigneusement étudiées.

Au cours de mon exposé, je montrerai au Tribunal les motifs qui ont conduit ces conspirateurs à attaquer sans provocation une puissance voisine. Je montrerai alors, qu'à l'origine de ce crime, il y avait des considérations politiques et économiques. Le fondement économique peut se résumer simplement par l'avidité des conspirateurs nazis à se procurer des matières premières, du ravitaillement et autres produits appartenant à des États voisins et jugés nécessaires pour alimenter leur machine de guerre. Aux yeux de ces accusés, un besoin de cette nature devenait immédiatement un droit, et ils commencèrent très tôt à élaborer des plans et à faire des préparatifs avec cette minutie qui les caractérise, pour être sûrs que chaque part du butin qu'ils pourraient glaner au cours de leur agression serait utilisée au maximum. J'ai déjà déposé des preuves montrant que, dès août 1940, le général Thomas, chef du Groupe d'armées B reçut une note de l'accusé Göring concernant une allusion à une attaque éventuelle contre l'URSS, ce qui l'incita à s'intéresser à l'économie de guerre soviétique. J'ai annoncé aussi à ce moment-là mon intention de prouver par la suite, qu'en novembre 1940, huit mois avant l'attaque générale, Thomas fut informé catégoriquement par Göring de l'opération projetée dans l'Est et des préparatifs commencèrent en vue du pillage économique

des territoires qui seraient occupés au cours de cette opération. Naturellement, Göring joua ici un rôle de direction générale étant donné son poste à la tête du Plan de quatre ans.

Thomas décrit à la page 369 de son projet, comment il prit connaissance de ces plans qui constituent notre document PS-2353 et que j'ai déposé sous le numéro USA-35. Le passage que je me propose de lire figure aux pages 10 et 11 de la traduction anglaise.

« En novembre 1940, le chef du « Wi Rü Amt », ainsi que les secrétaires d'État Koerner, Neumann, Backe et le général von Hanneken furent informés par le maréchal du Reich de l'action prévue à l'Est; conformément à ces directives, les préparatifs préliminaires de l'action à l'Est furent entrepris par le bureau du Wi Rü à la fin de 1940.

« Les premiers préparatifs de cette action à l'Est consistèrent tout d'abord dans les tâches suivantes :

- « 1. Obtenir un examen détaillé de l'industrie d'armement russe, sa localisation, ses capacités et ses industries annexes.
- « 2. Enquête sur les capacités de chaque centre d'armement important et leur interdépendance.
- « 3. Déterminer la puissance et les moyens de transport de l'industrie de l'Union Soviétique.
- « 4. Enquête sur les sources de matières premières et de pétrole.
- « 5. Préparation d'une enquête sur les industries autres que les industries de guerre dans l'Union Soviétique. »

Tous ces points furent rassemblés dans un ouvrage important : *Économie de guerre de l'Union Soviétique*, illustré de cartes détaillées.

Je continue à citer :

« En outre, on établit un fichier de toutes les usines importantes de la Russie soviétique, et un lexique économique en langue russe et allemande à l'usage de l'organisation de l'économie de guerre allemande. Pour l'analyse de tous ces problèmes, un bureau militaire « Russie » fut créé; il fut dirigé tout d'abord par le lieutenant-colonel Luther, puis par le général de brigade Schubert. Le travail était exécuté conformément aux directives du chef de bureau chargé — je le suppose — de l'ensemble des services pour les territoires étrangers (Ausland), en collaboration avec les services et bureaux économiques, et toutes les autres personnes compétentes en ce qui concerne la Russie. Ce travail intensif de préparation consista à établir une documentation importante qui s'avéra, plus tard, particulièrement précieuse pour les opérations et l'administration du territoire. » Ceci termine la citation.

Vers la fin de février 1941, l'état des travaux préliminaires était arrivé au point où il était nécessaire d'élaborer un plan d'organisation

plus vaste, et c'est ainsi que, le 28 février 1941, le général Thomas réunit ses subordonnés pour le mettre en œuvre. Un memorandum sur cette conférence, portant la mention « Secret absolu » et daté du 1<sup>er</sup> mars 1941 a été saisi et constitue notre document PS-1317. Je le dépose maintenant comme preuve, sous la cote USA-140. En voici le texte :

« Le général donna l'ordre d'élaborer pour le maréchal du Reich un plan d'organisation plus vaste.

« Points essentiels :

« 1. Toute l'organisation doit être subordonnée au maréchal du Reich. But : soutien et extension des mesures du Plan de quatre ans.

« 2. L'organisation doit comprendre tout ce qui concerne l'économie de guerre, à la seule exclusion du secteur de l'alimentation, qui est confié comme mission spéciale au secrétaire d'État Backe.

« 3. Bien mettre en lumière que l'organisation doit être indépendante de l'administration militaire ou civile. Coordination étroite, mais instructions reçues directement de l'Office central à Berlin.

« 4. Ce travail se fera en deux phases :

« a) Suivre l'avance des troupes immédiatement derrière la ligne de front, afin d'éviter la destruction des stocks et d'assurer l'évacuation des denrées importantes.

« b) Administration des districts industriels occupés et exploitation des districts économiquement reliés. »

Puis au bas de la page 1 :

« 5. Étant donnée l'étendue accrue de ce champ d'action, la formule « Inspection de l'économie de guerre » doit être employée de préférence à « Inspection des armements ».

« 6. Étant donnée l'étendue de ce champ d'action, l'organisation doit disposer de moyens importants et d'un personnel suffisamment nombreux. La mission essentielle de l'organisation consistera à s'emparer des matières premières et à prendre en mains toutes les entreprises importantes. On utilisera pour cette dernière mission, des personnes de confiance prises dans les usines allemandes, car l'opération ne pourra être menée à bonne fin qu'avec le concours de leur expérience (par exemple lignite, minerais, industries chimiques, pétrole, etc.)

« Après discussion d'autres questions spéciales, le lieutenant-colonel Luther fut chargé de rédiger en une semaine un premier projet de cette organisation.

« Une étroite collaboration avec les sections particulières est essentielle dans l'élaboration de ces plans. Un officier doit être délégué auprès du « Wi Rü », avec lequel l'État-Major d'opérations doit conserver un contact permanent. « Wi » devra remettre à chaque chef de section et au lieutenant-colonel Luther, un exemplaire du

nouveau plan concernant la Russie. Le général Schubert est prié d'être à Berlin à la fin de la semaine prochaine. De plus, les quatre officiers qui ont été chargés des inspections d'armement spéciales doivent fournir un rapport au chef du service à la fin de la semaine prochaine.

« Signé : Hamann. »

Hamann, qui signa ce rapport, figure sur la liste des officiers présents avec le grade de capitaine. Il était apparemment le plus jeune d'entre eux et c'est pourquoi il est assez naturel qu'il ait été chargé de rédiger le compte rendu de la conférence.

Les pouvoirs et le but de cette organisation, que Thomas était en train d'instituer d'après les directives de Göring, furent clairement reconnus par Keitel, dans son ordre d'opérations du 13 mars 1941. Cet ordre porte le n° PS-447, et je l'ai déjà déposé au début de mon exposé sous la cote USA-135. J'en ai cité, à cette époque, un paragraphe mentionnant que le Führer avait confié au maréchal du Reich la direction générale de l'administration économique dans les zones d'opérations et l'administration politique : Göring, à son tour, avait délégué ses pouvoirs au chef du Wi Rü Amt.

Le travail d'organisation demandé par le général Thomas à la réunion du 28 février se poursuivit apparemment avec une grande rapidité, et, dès le 29 avril 1941, une conférence réunissant diverses sections des Forces armées eut lieu pour expliquer l'organisation de l'État-Major économique Oldenburg. Oldenburg était le mot-code désignant l'ensemble des problèmes économiques liés au « plan Barbarossa ». Un rapport sur cette conférence a été saisi ; c'est le document PS-1157. Je le dépose maintenant sous la cote USA-141. La première partie de ce mémorandum traite de l'organisation générale de l'État-Major économique Oldenburg, telle qu'elle existait à l'époque, et j'aimerais en lire la plus grande partie, pour qu'elle figure au procès-verbal. Le rapport commence ainsi :

« Conférence avec les sections des Forces armées le mardi 29 avril 1941, à 10 heures.

« I. « Bienvenue.

« But de la réunion : introduction à la structure de l'organisation de la section économique de l'opération « Barbarossa-Oldenburg ».

« Comme on le sait déjà, le Führer, contrairement à la façon de procéder antérieure, a ordonné pour cette entreprise, que la direction de toutes les opérations économiques soit confiée à une seule personne et a donné au Maréchal du Reich la direction générale de l'administration économique dans la zone d'opérations et dans les zones soumises à son administration politique.

« Le Maréchal du Reich a délégué ces fonctions à un État-Major économique, travaillant sous la direction du bureau économique

d'armement (chef du Wi Rü Amt). Après le Maréchal du Reich et l'État-Major général économique, l'autorité centrale suprême dans la zone d'action proprement dite est — et voici son titre :

« L'État-Major économique « Oldenburg » pour missions spéciales, sous le commandement du Generalleutnant Schubert.

« Lui sont subordonnés, d'après une subdivision territoriale :

« 5 inspections économiques ;

« 23 commandements économiques ;

« 12 bureaux régionaux répartis dans les localités les plus importantes de la zone de commandement économique.

« Ces bureaux exercent leur activité à l'arrière de la zone militaire. Il faut partir du principe que, dans le ressort de chaque Groupe d'armées, il doit y avoir une inspection économique au siège du commandant de la zone militaire de l'arrière chargée de surveiller l'exploitation économique du territoire.

« Une distinction doit être établie entre la zone militaire de l'arrière et la zone de combat proprement dite, d'une part, et les arrières de l'Armée, d'autre part. Dans le dernier cas, les questions économiques sont traitées par le Groupe IV Économie (IV WL.) du Quartier Général de Commandement de l'Armée, c'est-à-dire de l'officier de liaison du Wi Rü Amt de l'OKW auprès du Quartier Général de Commandement de l'Armée. Pour la zone de combat, l'officier de liaison dispose de formations de techniciens, d'effectifs de reconnaissance et de récupération pour les matières premières, le pétrole, les machines agricoles, en particulier les tracteurs, et les moyens de production.

Dans le secteur compris entre la zone de bataille et les arrières, c'est-à-dire les arrières de l'Armée, le groupe IV — Économie, ainsi que les différents postes de commandement — est à la disposition de l'officier de liaison de l'Office économique des armements, afin d'aider les spécialistes du Quartier Général de Commandement de l'Armée, chargés de se procurer sur place les ressources nécessaires à l'entretien des troupes et de préparer pour plus tard une exploitation économique généralisée.

« Tandis que ces unités se déplacent avec les troupes, les inspections économiques, les commandements économiques et les services qui en dépendent restent sur place.

« Ce qu'il y a de nouveau dans l'organisation dépendant de l'État-Major économique Oldenburg, c'est qu'elle s'occupe non seulement de l'industrie militaire, mais englobe tout le champ de l'économie. En conséquence, les services ne s'appellent plus bureaux d'industrie militaire ou d'armements, mais, d'une manière générale, inspections économiques, commandements économiques, etc.

« Ceci correspond aussi à l'organisation interne des bureaux spéciaux qui, depuis l'État-Major économique Oldenburg jusqu'aux commandements économiques, se subdivisent en trois grands groupes :

« Groupe M — ravitaillement des troupes, armements, organisation des transports industriels,

« Groupe L — qui s'occupe de toutes les questions de ravitaillement et d'agriculture,

« Groupe W — qui est chargé de tout le domaine du commerce et de l'industrie, y compris les matières premières et les fournitures, les questions forestières, financières et bancaires, les biens ennemis, le commerce et les échanges, et les allocations de main-d'œuvre.

« Le secrétaire d'État Backe est nommé commissaire au Ravitaillement et à l'Agriculture à l'État-Major général. Les questions dépendant du groupe W seront traitées par le général von Hanneken. »

Le reste du document concerne les subdivisions locales, les problèmes de personnel d'organisation et autres détails similaires, que je ne juge pas nécessaire de faire figurer au procès-verbal. Ces documents illustrent d'une façon frappante la méthode froidement calculatrice avec laquelle les conspirateurs nazis ont préparé, des mois à l'avance, le vol et le pillage de leurs futures victimes. Ils montrent que les conspirateurs s'étaient préparés, non seulement à lancer une attaque insensée contre un voisin auquel ils avaient garanti la sécurité, mais qu'ils avaient également l'intention de lui voler sa nourriture, ses usines, et tous ses moyens d'existence.

Comme je le montrerai plus tard dans mon exposé, lorsque j'aborderai la question des mobiles du crime, ces hommes avaient fait des plans de pillage, sachant pertinemment que leur exécution causerait la ruine et la famine de millions d'habitants de l'Union Soviétique.

LE PRÉSIDENT. — Il serait peut-être temps de suspendre.

*(L'audience est suspendue.)*

M. ALDERMAN. — Plaise au Tribunal. Les interprètes m'ont dit que j'avais parlé très vite ce matin. J'essaierai de parler plus lentement.

Je vais parler maintenant de la politique de destruction, préparatoire à la phase politique de l'agression.

Comme je l'ai déjà indiqué, et comme je le développerai plus abondamment au cours de cet exposé, les conspirateurs nazis, en préparant l'invasion de l'Union Soviétique, étaient poussés par des raisons d'ordre économique et par des raisons d'ordre politique. En ce qui concerne l'aspect économique de l'agression, j'ai déjà montré l'étendue des plans et des préparatifs qui avaient été mis



au point. On retrouve la même minutie dans les plans et les préparatifs faits pour assurer la réalisation des buts politiques de leur agression. Ce but final, il suffit de le définir comme l'élimination de l'Union Soviétique, en tant que facteur politique important en Europe, et l'acquisition de l'espace vital (Lebensraum).

C'est l'accusé Rosenberg qui fut choisi par les conspirateurs nazis comme agent d'exécution. Dès le 2 avril 1941, Rosenberg, ou un membre de son État-Major, prépara un mémorandum sur l'URSS. Ce mémorandum envisage la possibilité d'un différend avec l'Union Soviétique, à la suite duquel les troupes allemandes occuperaient rapidement une portion importante de son territoire. Ce mémorandum examine ensuite quel devrait être le but politique d'une telle occupation, et suggère des moyens pour l'atteindre. Le n° PS-1017 est dans notre série; je le dépose maintenant comme preuve, sous la cote USA-142. Je commence au deuxième paragraphe, sous le titre: «URSS».

«Un conflit militaire avec l'URSS<sup>1</sup> entraînera une occupation extrêmement rapide d'une portion importante et étendue de l'URSS. Il est très probable qu'une action militaire de notre part serait rapidement suivie de l'écroulement militaire de l'Union Soviétique. L'occupation de ces zones ne présenterait pas du point de vue militaire autant de difficultés qu'au point de vue administratif ou économique. La première question qui se pose est la suivante:

«L'occupation doit-elle être motivée par des raisons purement militaires ou économiques, ou bien les bases politiques de la future organisation de ces territoires doivent-elles également entrer en ligne de compte pour déterminer l'étendue de l'occupation? Dans ce cas, il est urgent de fixer le but politique à atteindre, car sans aucun doute, il influencera aussi les opérations militaires.

«Si les opérations militaires ont pour but un effondrement politique de l'Empire de l'Est, on peut tirer de l'état de faiblesse qui sera le sien à ce moment, les conclusions suivantes:

«1. L'occupation doit s'étendre sur de vastes territoires.

«2. Dès le début, il ne faut pas perdre de vue, dans les régions occupées, tant dans l'administration et l'économie que dans la propagande idéologique, les buts politiques que nous nous efforçons d'atteindre.

«3. De plus, les questions extraordinaires liées à l'occupation de ces vastes territoires telles que l'acquisition des matières essentielles à la poursuite de la guerre contre l'Angleterre, le maintien de la production qu'exige cette guerre et les grandes directives pour les zones complètement autonomes, devraient se trouver concentrées ensemble.

«Je dois insister à nouveau sur le fait que tous les arguments suivants n'auront de valeur qu'une fois que seront assurées à la

Grande Allemagne les ressources des territoires à occuper, qui lui sont indispensables pour la poursuite de la guerre.

« Pour qui connaît l'Est, une carte démographique russe comprend les unités nationales ou géographiques suivantes :

- « a) La Grande Russie, avec Moscou comme centre.
- « b) La Russie Blanche, avec Minsk ou Smolensk comme capitale.
- « c) L'Esthonie, la Lettonie et la Lithuanie.
- « d) L'Ukraine et la Crimée, avec Kiev comme centre.
- « e) Le secteur du Don, avec Rostov comme capitale.
- « f) Le secteur du Caucase.
- « g) L'Asie centrale russe ou Turkestan russe. »

Le mémorandum étudie ensuite en détail chacune des zones ou unités géographiques ainsi délimitées; je ne lirai pas ces passages. A la fin du document cependant, l'auteur résume ses pensées et expose son plan. J'aimerais lire cette partie, pour qu'elle figure au procès-verbal. Elle se trouve au bas de la page 4 du texte anglais, sous le titre « Résumé ». Le plan méthodique suivant résulte des observations brièvement esquissées ici :

« 1. Création d'un département central des territoires occupés de l'URSS, plus ou moins limité à la période des hostilités. Il doit travailler en accord avec les autorités suprêmes du Reich. Les tâches sont de :

« a) Donner aux zones d'administration séparées des directives politiques précises, s'inspirant de l'état de choses du moment et du but que l'on se propose d'atteindre.

« b) Se procurer pour le Reich dans les territoires occupés les produits nécessaires à la conduite de la guerre.

« c) Préparer et assurer, par un contrôle général dans toutes les zones, la solution des problèmes importants tels que les problèmes de finances et de capitaux, des transports, de la production de pétrole, de charbon et du ravitaillement.

« 2. Mise en œuvre d'une décentralisation nettement définie dans les zones d'administration séparées, qui seront groupées en se basant sur des considérations nationales ou de politique économique, ce qui facilitera les tâches de nature très différente qui leur incombent.

« Par contre, un service administratif appelé à résoudre les différents problèmes de façon théorique et ne s'inspirant que de considérations économiques comme on l'envisage actuellement, serait bientôt dépassé et manquerait son but. Un office central de ce genre ferait, dans toutes les zones, la même politique dictée seulement par des considérations économiques et entraverait l'exécution des tâches politiques; organisme d'esprit purement bureaucratique, il pourrait même faire échouer cette mission.

«La question, par conséquent, est de savoir s'il ne faut pas adopter les opinions qui ont été exposées et s'inspirer de raisons purement pratiques, lorsqu'on organisera l'administration de ces territoires sur la base de l'économie de guerre. Étant donnée l'étendue énorme de ces territoires et les difficultés d'administration qui en découleront, étant donnée aussi la nature des conditions d'existence créées par le bolchevisme, foncièrement différentes de celles de l'Europe occidentale, il faut résoudre les problèmes qui se posent en URSS dans un esprit tout autre que ceux des pays individualistes de l'Europe de l'Ouest.»

LE TRIBUNAL (M. BIDDLE). — Le document est-il signé?

M. ALDERMAN. — Non, il ne porte pas de signature.

M. BIDDLE. — Est-ce l'écriture de l'accusé Rosenberg?

M. ALDERMAN. — Ce document a été trouvé dans les archives de Rosenberg.

LE TRIBUNAL (M. BIDDLE). — Y-a-t-il quoi que ce soit qui indique qu'il l'ait écrit?

M. ALDERMAN. — Non. J'ai dit que ce document avait dû être écrit par l'accusé Rosenberg ou sur son ordre. Nous l'avons trouvé dans ses archives, qui constituent en fait une vaste bibliothèque.

Il est évident que l'administration «telle qu'on l'envisage actuellement, ne s'inspirant que de considérations économiques», et contre laquelle ce mémorandum élève des objections, est l'État-Major économique Oldenburg, que j'ai déjà mentionné, comme ayant été institué sous l'autorité de Göring et du général Thomas.

L'exposé de Rosenberg — si c'est le sien — sur les buts politiques de l'invasion, ainsi que son analyse des méthodes pour atteindre ce but, trouvèrent un écho immédiat. Par un ordre du Führer, daté du 20 avril 1941, Rosenberg fut nommé commissaire au Contrôle central pour les affaires de l'Est européen. Cet ordre fait partie de la correspondance concernant la nomination de Rosenberg, dossier qui a reçu le n° PS-865. Je demande que ce dossier, comprenant quatre lettres que je lirai ou que je mentionnerai, soit admis comme preuve, sous la cote USA-143.

Voici l'ordre lui-même. C'est le premier document dans la traduction anglaise : PS-865.

«Je nomme le Reichsleiter Alfred Rosenberg, commissaire au Contrôle central pour les affaires de l'Est européen.

«Un service établi conformément aux présentes directives sera mis à la disposition du Reichsleiter Rosenberg, pour l'aider dans l'exécution des tâches qui lui sont assignées.

« L'argent nécessaire à ce bureau sera prélevé en bloc sur le trésor de la Chancellerie du Reich.

« Quartier Général du Führer, 20 avril 1941.

« Le Führer. Signé : Adolf Hitler.

« Le Ministre du Reich et Chef de la Chancellerie du Reich.

« Signé : Dr Lammers. »

Cet exemplaire en particulier de l'ordre du Führer était joint à une lettre que le docteur Lammers écrivit à l'accusé Keitel, pour lui demander de collaborer avec Rosenberg et de nommer un représentant auprès de celui-ci. Voici le texte de cette lettre. — Elle est écrite sur le papier à lettres de la Chancellerie du Reich — :

« Berlin, 21 avril 1941. » Je passe les formules de politesse. — « Je joins à cette lettre une copie du décret du Führer, en date du 20 de ce mois, nommant le Reichsleiter Alfred Rosenberg commissaire au Contrôle central pour l'Est européen. A ce titre, le Reichsleiter Rosenberg doit très rapidement faire le nécessaire pour parer à l'éventualité toute proche.

« Le Führer désire que Rosenberg soit autorisé à cet effet à collaborer le plus étroitement possible avec les autorités suprêmes du Reich, reçoive d'elles toutes informations nécessaires et convoque les représentants des Autorités suprêmes du Reich à des conférences. Afin de garantir le secret nécessaire qui doit entourer cette nomination, et les mesures qui doivent être prises, seules en seront informées les Autorités suprêmes du Reich dont la collaboration est indispensable au Reichsleiter Rosenberg à savoir : Göring, commissaire au Plan de quatre ans, le ministre de l'Économie du Reich, et vous-même » (c'est-à-dire Keitel).

« Par conséquent, puis-je vous demander, conformément au désir du Führer, de mettre vos bons office à la disposition du Reichsleiter Rosenberg, pour l'accomplissement de la tâche qui lui a été impartie ? Il serait bon, pour garder le secret, que vous nommiez dans vos services une personne accréditée, chargée de la liaison avec les services du Reichsleiter et qui, outre votre adjoint habituel, sera la seule personne au courant du contenu de cette lettre.

« Je vous serais obligé de bien vouloir accuser réception de cette lettre. Heil Hitler ! Bien sincèrement à vous.

« Signé : Docteur Lammers. »

Dans la lettre suivante, Keitel répond à Lammers en accusant réception de sa lettre et en lui donnant son assentiment. Il met également par lettre Rosenberg au courant de ses décisions. Je vais lire le texte de sa lettre au docteur Lammers,

« Cher Reichsminister,

« J'accuse réception de la copie du décret du Führer nommant le Reichsleiter Alfred Rosenberg commissaire au Contrôle central pour les affaires de l'Est européen. J'ai désigné le général d'artillerie Jodl, chef de l'État-Major d'opérations des Forces armées, comme mon représentant permanent et le Generalmajor Warlimont comme son représentant auprès du Reichsleiter Rosenberg. »

Voici la lettre adressée le même jour par Keitel au Reichsleiter Rosenberg :

« Le Chef de la Chancellerie du Reich m'a envoyé une copie du décret du Führer, vous nommant commissaire au Contrôle central pour les affaires de l'Est européen. J'ai chargé le général d'artillerie Jodl, chef de l'État-Major d'opérations des Forces armées et son représentant le général Warlimont, de résoudre ces problèmes, dans la mesure où ils intéressent le Haut Commandement des Forces armées. Dans la mesure où vos services sont en cause, je vous demande de ne traiter qu'avec eux. »

Aussitôt après avoir reçu cet ordre de Hitler, Rosenberg se mit à l'œuvre ; il eut plusieurs entrevues dans les divers ministères, donna des instructions et prépara minutieusement la mission qu'on lui avait confiée. Les papiers de Rosenberg, qui ont été saisis intacts, sont pleins de documents montrant à la fois l'étendue et l'objet de ces préparatifs ; je crois cependant qu'il suffira au Tribunal de prendre connaissance de quelques documents caractéristiques qui figureront au procès-verbal des débats. Tous ces documents que je vais présenter maintenant furent trouvés dans les archives de l'accusé Rosenberg.

Le document PS-1030 est un mémorandum daté du 8 mai 1941, intitulé : « Instructions générales à tous les commissaires du Reich dans les territoires occupés de l'Est ». Je le dépose ici comme preuve sous la cote USA-114. Dans ces instructions à ses hommes de confiance, Rosenberg définit les buts politiques de l'attaque. Dans les deuxième et troisième paragraphes de la traduction anglaise, — c'est à la deuxième page du texte allemand — on lit les remarques suivantes :

« Le seul but politique possible de la guerre, c'est de libérer le Reich allemand, pour les siècles à venir, du danger que constitue la présence à ses côtés d'une grande Russie. Cela n'est pas seulement conforme aux intérêts allemands, mais aussi à la justice historique, car l'impérialisme russe était en train de réaliser sa politique de conquête et d'oppression presque sans rencontrer d'opposition et constituait une menace perpétuelle pour l'Allemagne. Par conséquent, le Reich allemand doit se garder de commencer une campagne contre la Russie par une injustice historique, c'est-à-dire la reconstruction d'un grand empire russe, quelle que soit sa forme.

« Au contraire, toutes les luttes qu'ont menées, au cours de l'Histoire, les diverses nationalités contre Moscou et Petersbourg doivent aujourd'hui nous être utiles. C'est ce qu'a entrepris le mouvement national-socialiste, fidèle en cela au testament politique du Führer, qui demande dans son livre que soit éliminée à tout jamais la menace militaire et politique que l'Est fait peser sur l'Allemagne. Par conséquent ces immenses territoires doivent être divisés d'après leur Histoire et leur population et constituer des commissariats du Reich, qui auront chacun leur mission politique. Le commissariat du Reich Ostland (Esthonie) englobant la Ruthénie Blanche aura pour tâche de préparer au moyen d'un protectorat germanisant une union progressivement plus étroite avec l'Allemagne. L'Ukraine deviendra un État indépendant, allié de l'Allemagne, et le Caucase avec les territoires qui le bordent au nord, un État fédéral avec un plénipotentiaire allemand. La Russie proprement dite devra à l'avenir mettre de l'ordre dans sa propre maison.

« Ces idées générales sont développées dans les instructions suivantes à exécuter par chaque commissaire du Reich. En outre se trouvent encore diverses considérations générales présentant de l'intérêt pour tous les commissaires du Reich. »

Le cinquième paragraphe de la traduction anglaise (page 7 du texte allemand) donne une explication séduisante de ce vol en perspective. En voici le texte :

« Le peuple allemand a réussi au cours des siècles à accomplir des choses prodigieuses dans l'Est européen. Presque tous ses biens ont été confisqués sans indemnités, des centaines de milliers d'êtres (dans le Sud, sur la Volga) réduits à la famine ou déportés, ou bien, comme dans les pays baltes, on a brimé pendant 700 ans sa culture et ses efforts intellectuels. Le Reich allemand devra faire en sorte qu'après l'occupation des territoires de l'Est, les biens primitivement allemands redeviennent la propriété du peuple de la Plus Grande Allemagne, sans égard en principe aux intérêts des propriétaires actuels. En effet, le Reich allemand se réserve le droit, dans la mesure où il n'y aura pas été procédé au moment de la fixation, de procéder à une répartition équitable. Le mode de compensation et de restitution de ces biens nationaux sera différent dans chaque commissariat du Reich. »

Le document PS-1029 de notre série est une « Instruction adressée au commissaire du Reich pour les Pays baltes et la Russie Blanche ». Il est caractéristique du type d'instructions données à chacun de ces commissaires nouvellement créés et il expose avec une franchise surprenante les intentions des conspirateurs nazis à l'égard du pays qu'ils voulaient occuper au cours de leur agression.

Je dépose ce document comme preuve, sous la cote (USA-145). Pour le procès-verbal des débats, j'aimerais en lire les trois premiers paragraphes :

« Les régions comprises entre la Narva et Tilsitt ont toujours entretenu d'étroites relations avec le peuple allemand. 700 ans d'Histoire ont orienté vers l'Europe les sympathies de la majorité des races qui y vivent et malgré toutes les menaces russes ont ajouté cette région à l'espace vital de la Plus Grande Allemagne. La tâche d'un commissaire du Reich pour l'Esthonie, la Lettonie, la Lithuanie et la Ruthénie Blanche » (ces derniers mots ajoutés au crayon) « doit être de s'efforcer d'y établir un protectorat allemand, puis de faire de cette région une partie intégrante du Grand Reich allemand, en germanisant les races assimilables, en y établissant des colons de race germanique et en expulsant les éléments indésirables. La mer Baltique doit devenir une mer intérieure germanique sous la garde de la Grande Allemagne. Dans certaines branches de l'élevage, les Pays baltes sont une région excédentaire, et le commissaire du Reich doit également s'efforcer de mettre à nouveau cet excédent à la disposition du peuple allemand, et, si possible, de l'augmenter. En ce qui concerne la question de la germanisation ou de la colonisation de ces pays, le peuple esthonien a été fortement germanisé par un apport de 50 % de sang danois, allemand et suédois et peut être considéré comme notre frère de race. En Lettonie, la partie susceptible d'être assimilée est considérablement plus faible qu'en Esthonie. Il faudra compter dans ce pays avec une résistance énergique et les expulsions devront être pratiquées sur une plus grande échelle. Le même processus devra être suivi en Lithuanie, car là aussi, il sera nécessaire d'établir l'immigration d'éléments de race allemande si l'on veut germaniser de façon intensive les régions limitrophes de la Prusse orientale. »

Je saute un paragraphe. Les deux paragraphes suivants sont également très intéressants. Les voici :

« La tâche du commissaire du Reich à Riga sera, par conséquent, hautement positive. Ce pays, fortement germanisé par un afflux de sang allemand et suédois, fut conquis, il y a 700 ans, par les chevaliers teutoniques et fut édifié par la ligue hanséatique. Il doit devenir maintenant une puissante marche allemande. Les conditions culturelles préalables existent partout et le Reich allemand sera à même d'offrir une émigration dans ces pays à tous ceux qui se sont distingués au cours de cette guerre, aux descendants de ceux qui ont sacrifié leur vie et aussi à ceux qui ont combattu au cours de la campagne balte sans jamais perdre courage, même aux heures les plus sombres, et qui ont libéré la civilisation balte du bolchevisme.

« Quant au reste, la solution du problème de colonisation n'est pas une question balte : elle n'intéresse que la Grande Allemagne et doit être résolue dans ce sens. »

Ces deux instructions, il me semble, donnent une idée suffisamment nette de l'ensemble pour que le Tribunal puisse se rendre compte de l'étendue des préparatifs de cette phase de l'agression ainsi que du but politique poursuivi. Cependant, le 28 juin 1941, moins d'une semaine après l'invasion, Rosenberg lui-même prépara un rapport volumineux sur son activité depuis sa nomination, le 20 avril. C'est un compte rendu si méticuleux qu'on pourrait croire qu'il fut fait dans le but de venir en aide à l'Accusation. Il porte le n° PS-1039, et je le dépose maintenant comme preuve sous la cote USA-146. A mon avis, ce qu'il y a de plus intéressant dans ce rapport, ce sont ses révélations sur le nombre des accusés qui travaillèrent avec lui et l'aidèrent à élaborer les plans et à mener à bonne fin les préparatifs de cette phase de l'agression, et sur la mesure dans laquelle les ministères et les bureaux, tant de l'État que du Parti, sont impliqués dans cette opération; pratiquement, tous y ont participé. Ce rapport fut trouvé dans les archives de l'accusé Rosenberg et, malgré sa longueur, il peut être lu intégralement, car les personnes, les groupements et les organisations qu'il mentionne lui donnent une importance suffisante pour qu'il puisse figurer au procès-verbal des débats. Il est intitulé: « Rapport sur le travail préparatoire dans les territoires de l'Est européen. » Immédiatement après la notification du décret du Führer du 20 avril 1941 aux différents services supérieurs du Reich, une conférence eut lieu avec le chef de l'OKW (Haut Commandement de l'Armée), en l'espèce l'accusé Keitel. « Après l'exposé des différents buts politiques de ces futurs commissariats pour l'Est du Reich, et des problèmes du personnel qui leur est destiné, le chef de l'OKW expliqua qu'il serait trop difficile et trop compliqué d'employer ici le système des affectations spéciales (UK-Stellung) et qu'il serait plus simple d'envoyer immédiatement le personnel nécessaire sur ordre du chef de l'OKW (Abkommandierung). Le général Feldmarschall Keitel donna alors un ordre posant les bases des dispositions futures. Il désigna comme représentant et comme officier de liaison le général Jodl et le général Warlimont. Ce furent les officiers de l'OKW qui menèrent, en collaboration avec des personnalités de mes services, les négociations qui s'ouvrirent alors, concernant toutes les questions relatives aux territoires de l'Est, y compris les besoins de personnel.

« Une conférence eut alors lieu avec l'amiral Canaris pour que, étant donné le secret qui devait entourer ces questions, mes services n'aient en aucune circonstance de rapport avec un représentant quelconque des peuples de l'Europe orientale. Je lui dis de faire cela dans la mesure où le service de renseignements le demandait, puis de me désigner des personnalités politiques débordant le cadre du service militaire de renseignements en vue de régler leur affectation ultérieure éventuelle. L'amiral Canaris me fit savoir



également qu'il était disposé à faire suite à mon désir de ne pas reconnaître de groupements politiques parmi les émigrants et qu'il agirait conformément à mon point de vue.

« Par la suite j'exposai au Generalfeldmarschall von Brauchitsch et au Grand Amiral Raeder les conceptions historiques et politiques du problème de l'Est. Au cours des conférences suivantes nous tombâmes d'accord pour nommer, auprès du Commandant suprême de l'Armée, respectivement auprès du Quartier maître général et des Groupes d'armées, un représentant de mes services, chargé des questions relatives aux données politiques et aux demandes de l'OKW, ce qui fut réalisé par la suite.

« Dès le début, une conférence avait eu lieu avec le ministre de l'Économie Funk Reichswirtschaftsminister (l'accusé Funk) qui désigna comme délégué permanent le Ministerialdirektor Dr Schlotterer.

« Des conversations presque quotidiennes eurent alors lieu avec le docteur Schlotterer, où fut discuté le point de vue de l'État-Major des opérations économiques de l'Est sur la question de l'Économie de guerre. A ce sujet, j'eus de nombreux entretiens avec le général Thomas, le secrétaire d'État Körner, le secrétaire d'État Backe, le directeur ministériel Riecke, le général Schubert et d'autres.

« En ce qui concerne l'Est, un accord très vaste est intervenu sur les travaux techniques à entreprendre maintenant et à l'avenir. Quelques-unes des questions concernant les rapports généraux de ce futur ministère avec le Plan de quatre ans sont restées pendantes et sont liées à une décision du Führer. Je déclarai qu'en principe, il n'était nullement dans mes intentions d'introduire une section économique dans mes services et que les questions économiques, dépendant en pratique du maréchal du Reich — c'est-à-dire de l'accusé Göring — « resteraient de son ressort et de celui des personnalités qu'il désignerait. J'ajoutai cependant que les deux personnes spécifiquement responsables, c'est-à-dire le directeur ministériel Dr Schlotterer pour l'Économie industrielle, et le directeur ministériel Riecke pour le Ravitaillement, seraient affectés à mes services comme agents de liaison permanents, chargés de concilier les buts politiques avec les nécessités économiques, dans un service qui devait comprendre d'autres personnalités pour cette tâche de coordination portant sur les conditions de la main-d'œuvre ou sur des conditions destinées à apparaître ultérieurement (Direction politique syndicats, construction, etc.).

« Après notification au ministre des Affaires étrangères, celui-ci désigna le conseiller secret Grosskopf comme agent de liaison permanent auprès de mes services. Comme représentant auprès de la section politique de mes services, dirigée par le Reichsamtsleiter Dr Leibbrandt, le ministère des Affaires étrangères délégua

le consul général Dr Bräutigam, que je connaissais depuis des années, qui avait travaillé longtemps en Russie et connaissait bien le russe. Des négociations sont en cours avec le ministère des Affaires étrangères, qui a exprimé le désir d'être représenté auprès des futurs commissaires du Reich. On en informera le Führer si c'est nécessaire.

«Le ministre de la Propagande» — c'est-à-dire Goebbels — «a désigné le secrétaire d'État Gutterer comme agent de liaison permanent. Nous sommes convenus des points suivants : les décisions sur les brochures, discours, proclamations politiques ou autres seront prises dans mon service ; on publiera un grand nombre d'importants ouvrages de propagande et, si c'est nécessaire, les articles préparés au ministère de la Propagande seront modifiés ici. Toute cette question dépendra sans restriction du «ministère du Reich pour la propagande et l'éducation politique du peuple». Pour assurer une collaboration plus étroite, ce ministère me délèguera une autre personne subordonnée directement à mon bureau «Éducation politique du peuple et Presse» (Volkserziehung und Presse) et, en outre, un attaché de presse à titre permanent. Cette activité se poursuit depuis quelque temps sans attirer l'attention. Chaque jour sont réglées de nouvelles questions d'attribution et de terminologie.

«De nombreuses discussions eurent lieu avec le Reichsminister Ohnesorge sur la transmission future des communications et sur l'installation des moyens techniques dans les territoires destinés à être occupés. Avec le Reichsminister Seldte fut réglé le problème des attributions de main-d'œuvre ; avec le Reichsminister Frick» — c'est l'accusé Frick — «et le secrétaire d'État Stuckart et dans une forme détaillée fut réglé également celui de la nomination des nombreux fonctionnaires des futurs commissariats du Reich. D'après l'estimation actuelle, il y aura quatre commissaires du Reich, ce que le Führer a approuvé. Je proposerai au Führer, pour des raisons politiques et autres, d'instituer un nombre suffisant de commissariats généraux (24), de commissariats principaux (environ 80), de commissariats régionaux (plus de 900). Un commissariat général correspondrait au Gouvernement Général antérieur, un commissariat principal à un gouvernement principal. Un commissariat régional se composerait de trois ou quatre districts (Kreise).

«Étant donné l'immensité de ces régions, c'est là le nombre minimum qui me semble nécessaire pour un gouvernement civil ou une administration future. Une partie des personnalités officielles a déjà été demandée en vertu de l'ordre déjà cité du chef de l'OKW.»

LE PRÉSIDENT. — Je ne comprends pas très bien, monsieur Alderman, pourquoi vous estimez que ce document doit être lu en entier. Vous avez déjà montré qu'il existait un plan divisant la Russie en un certain nombre de commissariats.

M. ALDERMAN. — C'est exact, je voudrais seulement faire remarquer que deux ou trois autres inculpés individuels sont mentionnés dans ce document, ce qui prouve leur participation directe à tout ce plan. Le premier, c'est le chef de la Jeunesse du Reich, l'accusé Baldur von Schirach, dont il est question trois paragraphes plus bas. Puis, évidemment, un paragraphe plus loin, le Gruppenführer SS Heydrich ...

LE PRÉSIDENT. — Il n'est pas accusé.

M. ALDERMAN. — Non, monsieur le Président; mais c'est son organisation qui est accusée.

Au paragraphe suivant, l'accusé directeur ministériel Fritzsche qui travaillait sous les ordres de Goebbels.

Sans m'étendre longuement sur les moyens de preuve à utiliser, je vais énumérer brièvement les personnes impliquées dans ce rapport. Parmi les accusés qui sont actuellement devant vous, ceux qui sont personnellement impliqués sont Keitel, Jodl, Raeder, Funk, Göring, Ribbentrop, Frick, Schirach et Fritzsche. Puis les organisations suivantes sont mentionnées dans ce rapport: l'OKW, l'OKH, l'OKM, le ministère de l'Intérieur, le ministère de l'Économie, le ministère des Affaires étrangères, le ministère de la Propagande, le ministère du Travail, le ministère des Communications, le syndicat des médecins du Reich, le ministère de l'Armement et des Munitions, la direction de la Jeunesse du Reich, la direction des organisations du Reich, le Front allemand du Travail, les SS, les SA et le chef de la Presse du Reich. Plus tard et à une autre occasion, j'aimerais demander au Tribunal de faire figurer ce document dans le procès-verbal comme impliquant ces individus.

LE PRÉSIDENT. — Tout ceci peut être considéré comme étant déposé comme preuve.

M. ALDERMAN. — Plus tard et à une autre occasion, seront apportées des preuves concernant l'exécution de ces plans visant à éliminer l'URSS en tant que facteur politique. A titre d'exemple, le projet de suppression des élites intellectuelles et des autres dirigeants russes n'était qu'une partie du programme de destruction politique de l'URSS, qui aurait rendu impossible son prompt relèvement en tant que puissance européenne.

Ayant ainsi préparé minutieusement et sur toutes les faces l'invasion de l'Union Soviétique, les conspirateurs nazis commencèrent l'exécution de leurs plans, et, le 22 juin 1941, lancèrent leurs armées au delà des frontières de l'URSS. Le jour de l'attaque, Hitler fit une proclamation annonçant au monde cet acte de perfidie. Le texte en a été porté à la connaissance du Tribunal par mes collègues britanniques; je voudrais simplement en passant en citer la phrase suivante:

« J'ai, par conséquent, décidé à nouveau aujourd'hui de remettre le destin de l'Europe entre les mains de nos soldats. »

C'est ainsi que le monde sut que les dés étaient jetés : les préparatifs conçus dans les ténèbres près d'un an auparavant et élaborés sans trêve, dans le plus grand secret, étaient maintenant arrivés à maturité. Ces conspirateurs nazis, après avoir préparé minutieusement cette guerre d'agression, en commençaient la mise à exécution.

Voilà qui nous amène à considérer les raisons de l'attaque. Avant d'en examiner les causes positives, j'aimerais tout d'abord signaler que, non seulement l'Allemagne était liée à l'URSS par un pacte solennel de non-agression, mais que, pendant toute la période comprise entre août 1939 et l'invasion en 1941, l'Union Soviétique remplit loyalement ses engagements à l'égard de l'Allemagne et ne manifesta aucune intention agressive vis-à-vis des territoires du Reich allemand. Le général Thomas, par exemple, fit remarquer dans son « Exposé des faits fondamentaux d'une histoire de l'économie allemande de guerre et des armements » qui constitue notre document PS-2353 et que je dépose sous la cote USA-35, que les Soviétiques exécutèrent jusqu'à la fin les livraisons prévues par l'accord commercial germano-soviétique du 11 août 1939. Thomas signale que les Soviétiques exécutaient en général leurs livraisons avec ponctualité ; les produits alimentaires et les matières premières ainsi obtenus étant considérés comme essentiels pour l'économie allemande ; les Allemands, de leur côté, s'efforcèrent de remplir leurs obligations. Cependant, comme les préparatifs de la campagne se poursuivaient, les nazis tenaient de moins en moins à remplir les obligations qui leur incombait en vertu de cet accord. A la page 315 de son livre, Thomas déclare (je lis la page 9 de la traduction anglaise) :

« Par la suite, le caractère d'urgence des livraisons russes diminua, les préparatifs pour la campagne de l'Est étant déjà en cours. » Il s'agit naturellement ici des livraisons allemandes à la Russie et non des livraisons des Russes.

« Les Russes exécutèrent leurs livraisons comme prévu jusqu'au début de l'attaque, et même les derniers jours les transports de caoutchouc d'Extrême-Orient furent acheminés par des trains express. »

Une autre fois, Thomas souligne ce fait, à la page 404, de façon encore plus frappante, quand il déclare — je cite le premier paragraphe de la page 14 de la traduction anglaise :

« Jusqu'en juin 1941, outre les négociations italiennes, les négociations avec la Russie, attirèrent beaucoup l'attention.

« Le Führer ordonna que, pour camoufler les mouvements des troupes allemandes, les commandes que la Russie avait passées à l'Allemagne fussent exécutées aussi promptement que possible.

Les Russes ne faisant leurs livraisons de grains que lorsque les Allemands livraient leurs commandes, ces livraisons à la Russie empêchant les firmes privées d'exécuter les commandes de l'Armée allemande, le bureau du « Wi Rü » dut en conséquence entreprendre de nombreuses négociations avec les firmes allemandes afin de décider lesquelles, des commandes russes ou allemandes, auraient la priorité. Conformément aux désirs du ministère des Affaires étrangères, l'industrie allemande reçut l'ordre d'accepter toutes les commandes russes, même s'il était impossible d'en assurer l'exécution et la livraison dans les limites prévues. En particulier on devait livrer au mois de mai de grosses commandes à la Marine; les usines reçurent alors l'ordre de présenter ce matériel à la Commission de Contrôle russe, mais de faire faire pendant le transport de tels détours que ces commandes ne puissent être livrées de l'autre côté de la frontière avant le début de l'attaque allemande.»

Non seulement l'Union Soviétique remplit loyalement les obligations de son traité avec l'Allemagne, mais les documents prouvent qu'elle n'avait aucune intention agressive envers le territoire allemand. Le document C-170 que j'ai déjà présenté sous la cote USA-136 comprend une série de notes sur les relations russo-allemandes, trouvées dans les archives du Haut Commandement de la Marine; toutes couvrent la période qui s'étend depuis le traité jusqu'à l'agression. Les notes figurant dans ces archives démontrent, de façon décisive, ce que je viens d'énoncer. Je pense qu'il suffira de lire au Tribunal quelques passages des rapports de l'ambassadeur allemand à Moscou, jusqu'en juin 1941. Je vais lire d'abord l'extrait n° 165, page 21 de la traduction anglaise. Il a été rédigé le 4 juin :

« Extérieurement, aucun changement dans les relations germano-russes. Les livraisons russes continuent à être pleinement satisfaisantes. Le Gouvernement russe fait tous ses efforts pour empêcher un conflit avec l'Allemagne. »

L'extrait 167, page 22 de la traduction anglaise, mentionne :

« 6 juin, le rapport de l'ambassadeur à Moscou précise que la Russie ne se battra que si elle est attaquée par l'Allemagne. La situation est considérée à Moscou comme plus sérieuse que jamais. Tous les préparatifs militaires ont été faits dans le calme, et, autant qu'on en puisse juger, ils ont un caractère strictement défensif. La politique russe s'efforce encore, comme auparavant, d'entretenir avec l'Allemagne les meilleures relations possibles. »

Je cite encore l'extrait 169, page 29, rédigé le 7 juin :

« Extrait du rapport de l'ambassadeur à Moscou. Toutes les observations montrent que Staline et Molotov, qui sont seuls responsables de la politique étrangère russe, font tout pour éviter un conflit avec l'Allemagne. Le comportement du Gouvernement,

de même que l'attitude de la presse, qui relate tous les événements concernant l'Allemagne d'une façon objective, vint corroborer ce point de vue, comme aussi le fait que la Russie exécuta loyalement les obligations de son accord économique avec l'Allemagne.»

Et cela, c'est l'ambassadeur allemand qui l'écrivait.

Par conséquent, ce ne fut pas pour des raisons d'auto-défense, ou à cause d'infractions au traité, que les nazis attaquèrent l'Union Soviétique. En vérité, comme nous pouvons en juger d'après les documents concernant les plans et préparatifs qui ont été présentés, les conspirateurs nazis avaient plusieurs raisons de déclencher l'agression contre l'URSS. Toutes, cependant, peuvent se résumer en un seul grand mobile de la politique nazie. Ce motif central sur lequel se greffent les différents mobiles de l'agression, c'est l'ambition traditionnelle des nazis de s'étendre à l'Est aux dépens de l'Union Soviétique. Cette version nazie de visées impérialistes antérieures, le «*Drang nach Osten*», la poussée vers l'Est, avait été l'un des principes fondamentaux du parti nazi presque depuis sa naissance, et se basait à la fois sur une double raison de stratégie politique et d'expansion économique. Politiquement, cette extension signifiait l'élimination d'une puissance de l'Est qui constituait une menace pour l'ambition allemande, et l'acquisition du «*Lebensraum*» (espace vital), tandis que, du point de vue économique, elle offrait de magnifiques possibilités de pillage permettant à l'Allemagne de se procurer des produits alimentaires, matières premières et autres fournitures en grande quantité, dépassant de beaucoup le rendement d'une exploitation normale, menée conformément aux principes de la Convention de Genève et pour des fins militaires. Sans aucun doute, les exigences de l'économie de guerre allemande en ravitaillement et matières premières ont remis l'accent sur l'aspect économique de cette théorie, tandis que les difficultés que l'Allemagne rencontra dans sa lutte contre l'Angleterre imposaient à nouveau aux conspirateurs nazis ce qu'ils avaient temporairement oublié : cet impératif politique nazi d'éliminer comme facteur politique, leur formidable adversaire sur le continent.

Dès 1923, Hitler définit cette théorie de façon détaillée dans *Mein Kampf* où il déclarait (et je cite la page 641 de l'édition anglaise de Houghton Mifflin) :

« Il y a deux raisons qui me poussent à soumettre à un examen spécial les relations de l'Allemagne et de la Russie :

« 1. Ici nous traitons de la préoccupation la plus décisive de toutes les affaires de la politique étrangère allemande.

« 2. Cette question est aussi la pierre de touche des capacités politiques du jeune mouvement national-socialiste, afin de se rendre compte s'il sait penser clairement et agir justement. »

Et, à nouveau, à la page 654 de cette même édition :

« C'est ainsi que nous, nationaux-socialistes, nous rayons d'un trait toute la politique étrangère d'avant-guerre. Nous reprenons au point où nous en étions restés il y a 600 ans. Nous arrêtons le dernier mouvement germanique éternel vers le Sud et l'Ouest et tournons nos regards vers la terre de l'Est. Enfin, nous rompons avec la politique coloniale et commerciale de l'avant-guerre et glissons rapidement vers la politique territoriale de l'avenir. Et quand nous parlons aujourd'hui de politique territoriale en Europe, nous ne pouvons penser qu'à la Russie et à ses États-frontières vassaux. »

On retrouve nettement ce point de vue politique dans les buts de l'organisation créée par l'accusé Rosenberg pour l'administration des territoires occupés de l'Est. J'ai déjà parlé de ces documents et il est inutile que je recommence maintenant. Cependant, dans un discours qu'il prononça deux jours avant l'attaque, devant les personnalités les plus intéressées aux problèmes de l'Est, Rosenberg exposa encore une fois, de façon assez mystique, comme d'habitude, les raisons politiques de cette guerre et leur corrélation avec les buts économiques. Je désirerais lire un bref extrait de ce discours classé sous le n° PS-1058 que je dépose sous la cote USA-147. Je cite le passage qui figure à la page 9 du texte allemand :

« Cette année, sans aucun doute, la première tâche que les Allemands devront imposer aux territoires de l'Est sera de nourrir le peuple allemand. Les territoires du Sud et le Caucase du Nord devront apporter l'appoint indispensable au ravitaillement du peuple allemand. Nous ne voyons absolument pas pourquoi nous serions obligés de nourrir également le peuple russe avec les produits de ces territoires superflus. Nous pensons que c'est là une dure nécessité qui ne tient aucun compte des sentiments. Sans aucun doute, il faudra procéder à une évacuation massive, et il est certain que l'avenir réserve aux Russes des années très dures. Une décision ultérieure déterminera dans quelle mesure les entreprises industrielles peuvent encore être maintenues dans ces territoires (usines de fabrication de wagons, etc.). L'examen et l'exécution de cette politique dans la zone russe proprement dite, constituent pour le Reich allemand, actuellement et dans l'avenir, une tâche formidable, nullement négative, comme on pourrait le croire, si l'on ne prenait en considération que la dure nécessité de l'évacuation. La conversion du dynamisme russe vers l'Est est une tâche qui réclame des caractères bien trempés. Peut-être cette décision sera-t-elle approuvée par la Russie de demain, non dans trente ans mais dans cent ans. »

Comme je l'ai indiqué, l'échec des opérations contre la Grande-Bretagne n'avait fait que renforcer la conviction des conspirateurs

nazis qu'il était absolument nécessaire, au point de vue politique, d'éliminer l'Union Soviétique comme facteur en Europe avant que l'Allemagne pût se rendre entièrement maîtresse du continent.

Nous avons exposé clairement les raisons économiques de l'agression à propos de l'organisation instituée sous le contrôle de Göring et du général Thomas pour procéder à l'exploitation économique des territoires occupés. Il est indiscutable que cette agression fut motivée par des raisons purement matérielles, et, si l'on pouvait encore douter que le vol du ravitaillement et des matières premières nécessaires à la machine de guerre nazie, sans aucune considération des terribles conséquences qu'entraînerait ce pillage, n'ait été l'un des buts essentiels de l'invasion, on devrait se rendre à l'évidence devant le mémorandum n° PS-2718 que j'ai déjà déposé au cours de mon exposé introductif sous la cote USA-32; ce document montre que les nazis savaient parfaitement que leurs plans auraient pour résultat d'affamer des millions de gens en les privant de leur ravitaillement.

Suivant la même politique, le 20 juin 1941, le général Thomas rédigea un mémorandum dans lequel il exposa la politique économique allemande relative aux matières premières, d'après la conception de Hitler, telle qu'elle lui avait été confirmée par Keitel. Cette politique était l'expression d'une théorie d'une cruauté presque inconcevable: il faut moins d'hommes pour conquérir les sources de matières premières que pour fabriquer les produits synthétiques capables de remplacer ces matières premières. Ce mémorandum constitue notre document PS-1456 que je dépose sous la cote USA-148. Je voudrais en lire les deux premiers paragraphes.

LE PRÉSIDENT. — Peut-être pourrions-nous reprendre cet exposé après la suspension?

*(L'audience est suspendue jusqu'à 14 heures.)*



### *Audience de l'après-midi.*

LE PRÉSIDENT. — L'accusé Kaltenbrunner est maintenant présent. (*S'adressant à Kaltenbrunner*): Voulez-vous vous lever? (*L'accusé Kaltenbrunner se lève au banc des accusés*). D'après l'article 24 du Statut, vous devez plaider coupable ou non coupable.

ERNST KALTENBRUNNER. — Je ne me reconnais pas coupable, je ne crois pas m'être rendu coupable.

M. ALDERMAN. — Plaise au Tribunal. Je venais de déposer le document n° PS-1456 sous le n° USA-148. Je vais lire un extrait de ce document, à la page 17:

« Voici cette nouvelle conception du Führer que m'a exposée M. le ministre Todt, et qui m'a été confirmée plus tard par le maréchal Keitel.

« 1. La poursuite de la guerre montre que nous avons été trop loin dans nos tentatives d'autarcie. Il nous est impossible d'essayer de fabriquer tout ce qui nous manque par des procédés de synthèse ou par d'autres moyens. Par exemple, il est impossible de développer notre production de carburants liquides dans des proportions suffisantes pour qu'elle puisse couvrir entièrement nos besoins. Toutes ces tentatives d'autarcie demandent une main-d'œuvre considérable et il nous est tout simplement impossible de la recruter. Il faut employer d'autres moyens. Ce qui nous manque et ce dont nous avons besoin, nous devons le conquérir. Les effectifs nécessaires à une seule opération ne seront pas aussi importants que ceux dont on a constamment besoin pour faire marcher ces usines de produits synthétiques. Par conséquent, notre but doit être la conquête de tous les territoires intéressant spécialement l'économie de guerre.

« Au moment de l'établissement du Plan de quatre ans, j'ai déjà dit qu'une économie totalement autarcique était impossible pour nous, car elle exigerait une main-d'œuvre trop importante. Cependant, j'ai toujours préconisé la solution suivante: alimenter nos stocks déficients en s'assurant les réserves nécessaires au moyen d'accords économiques qui garantiraient les livraisons même en temps de guerre. »

C'est sur cette note sombre que je termine l'histoire de cette agression.

Nous avons vu les conspirateurs nazis concevoir, préparer et finalement déclencher leur attaque insensée contre l'Union Soviétique. D'autres poursuivront l'histoire de cette guerre d'agression, décriront la manière atroce dont elle fut conduite, et les innombrables crimes qui l'ont accompagnée. Considérant les promesses solennelles de

non-agression, les grossiers prétextes invoqués, les mois de préparatifs et de projets secrets, les souffrances incroyables imposées intentionnellement et délibérément aux autres, je crois pouvoir dire en envisageant tout ceci, que l'on n'a jamais vu et que, avec l'aide de Dieu, l'on ne reverra jamais plus dans l'histoire des relations internationales un chapitre aussi noir que celui de cette invasion perpétrée sans motif par les conspirateurs nazis contre l'Union Soviétique. Les responsables sont ici devant vous, ce sont les accusés du Procès; pour eux, il faut que le châtement soit à la mesure du crime.

Je passe maintenant à la phase finale de mon exposé détaillé sur les guerres d'agression, c'est-à-dire la collaboration allemande avec l'Italie et le Japon et la guerre d'agression contre les États-Unis. Cette partie de l'accusation se trouve à la sous-section 7 de la section IV (F) du chef I, aux pages 9 et 10 du texte anglais imprimé de l'Acte d'accusation.

La documentation sur cette alliance diabolique des trois puissances fascistes, et sur la guerre d'agression déclenchée contre les États-Unis a été réunie dans un livre de documents portant la lettre « Q » que je présente maintenant au Tribunal.

Avant d'aborder le sujet même de cette alliance tripartite, je voudrais attirer l'attention du Tribunal sur la portée de cette nouvelle phase: au cours des récents exposés introductifs américain et britannique, nous avons vu la croix gammée portée aux quatre coins de l'Europe par les soldats d'une Allemagne sévèrement remilitarisée et autoritaire. Je vais décrire maintenant et vous montrer les éléments de cette même conspiration, élargie à l'échelle mondiale, et s'étendant au vieux monde asiatique et au nouveau monde des États-Unis d'Amérique. Les guerres d'agression conçues à Berlin ont été déclenchées sur les frontières de Pologne, et se sont terminées quelque six ans plus tard, presque jour pour jour, par les cérémonies de capitulation, sur le pont d'un bateau de guerre américain, ancré dans la baie de Tokio.

La première alliance officielle de l'Allemagne de Hitler et du Gouvernement japonais fut le Pacte anti-Komintern signé à Berlin le 25 novembre 1936. Cet accord était apparemment dirigé contre les activités de l'Internationale communiste. L'Italie y adhéra par la suite, le 6 novembre 1937. Je demande au Tribunal de prendre acte de ces documents officiels, conformément à l'article 21 du Statut. Les textes allemands de ces traités — texte original du Pacte anti-Komintern germano-nippon, et le protocole d'adhésion de l'Italie qui y fut joint — se trouvent respectivement dans les volumes 4 et 5 des *Dokumente der deutschen Politik*. La traduction anglaise du Pacte anti-Komintern germano-nippon du 25 novembre 1936 se trouve dans le document PS-2508. La traduction anglaise du Protocole d'adhésion de l'Italie du 6 novembre 1937 se trouve dans

le document PS-2506. Ces deux documents sont dans le livre de documents qui vient d'être remis au Tribunal.

Il est très intéressant de constater, surtout à la lumière de documents que je vais vous présenter et qui montrent la participation active de l'accusé Ribbentrop avec les Japonais, que c'est Ribbentrop qui a signé le Pacte anti-Komintern à Berlin, au nom de l'Allemagne bien qu'à ce moment-là, en novembre 1936, il ne fût pas ministre des Affaires étrangères d'Allemagne, mais seulement ministre plénipotentiaire spécial de Hitler.

Le 27 septembre 1940, environ quatre ans après la signature du Pacte anti-Komintern, et un an après le début de la guerre en Europe, les Gouvernements allemand, italien et japonais ont signé un autre pacte à Berlin, une alliance militaire et économique de dix ans.

Je remarque encore que c'est l'accusé Ribbentrop qui a signé au nom de l'Allemagne, mais à ce moment-là, en qualité de ministre des Affaires étrangères.

Le texte allemand officiel de ce Pacte, de même que les textes japonais et italien, et une traduction en anglais, figurent dans notre document n° PS-2643, authentifié par la signature et le sceau du secrétaire d'État des États-Unis. Je dépose ce document PS-2643 sous le n° USA-149.

Le Pacte Tripartite engageait l'Allemagne, l'Italie et le Japon à se prêter mutuellement assistance dans leurs efforts pour établir un « ordre nouveau » en Europe et en Asie Orientale. J'aimerais vous lire des extraits de cet accord d'une vaste portée pour qu'ils figurent au procès-verbal.

« Les Gouvernements de l'Allemagne, de l'Italie et du Japon considèrent que c'est une condition indispensable à l'établissement d'une paix durable, que chaque nation du monde puisse jouir de son propre espace vital. C'est pourquoi ils ont décidé de s'entraider et de coopérer dans leurs efforts tant en Grande Asie Orientale qu'en Europe, où leur but principal est d'établir et de maintenir un nouvel état de choses pour la prospérité et le bien-être des peuples qui y vivent. De plus, c'est le désir des trois Gouvernements d'étendre cette coopération aux nations qui dans les autres parties du monde sont disposées à unir leurs efforts à ceux des Hautes Parties contractantes afin que leurs aspirations vers la paix mondiale en tant que but suprême puissent se réaliser.

« C'est pourquoi les Gouvernements d'Allemagne, d'Italie et du Japon sont tombés d'accord sur les points suivants :

« Article premier. — Le Japon reconnaît et respecte la suprématie de l'Allemagne et de l'Italie, dans l'établissement de l'« ordre nouveau » en Europe.

« Article 2. — L'Allemagne et l'Italie reconnaissent et respectent la suprématie du Japon dans l'établissement de l'« ordre nouveau » dans l'espace de Grande Asie Orientale.

« Article 3. — L'Allemagne, l'Italie et le Japon sont d'accord pour unir leurs efforts sur les bases indiquées dans les articles précédents et s'engagent à se prêter une assistance politique, économique et militaire, si l'une des trois Hautes Parties contractantes est attaquée par une puissance qui n'a pas participé, jusqu'à présent à la guerre européenne ou au conflit sino-japonais. »

Je passe maintenant à la première phrase de l'article 6 :

« Le Pacte entrera en vigueur immédiatement dès sa signature, et restera en vigueur pour une période de dix ans à partir de cette date. »

Le Pacte Tripartite du 27 septembre 1940 annonçait avec audace au monde que les chefs fascistes d'Allemagne, du Japon et de l'Italie avaient conclu une alliance militaire inconditionnelle pour étendre leur domination sur le monde entier et pour établir l'« ordre nouveau » que laissaient présager l'invasion de la Mandchourie par les Japonais en 1931, la conquête cruelle de l'Éthiopie par l'Italie en 1935, et l'afflux nazi en Autriche au début de 1938. Avec ce Pacte, le « Führerprinzip » devint un élément de la politique mondiale.

Je voudrais lire, à ce sujet, une déclaration que fit M. Cordell Hull, secrétaire d'État des États-Unis, au moment de la signature du Pacte Tripartite. Cette déclaration parut dans une publication américaine officielle, *Paix et Guerre. La politique étrangère américaine de 1931 à 1941*, qui a déjà été déposée sous le n° USA-122. La déclaration de M. Hull porte dans ce livre le n° 184. Elle figure dans notre livre de documents sous le n° PS-2944, dans le texte anglais auquel est jointe une traduction en allemand.

Je cite la déclaration du secrétaire d'État, datée du 27 septembre 1940 :

« Le traité d'alliance dont nous apprenons aujourd'hui la conclusion ne peut pas, aux yeux du Gouvernement des États-Unis, changer de façon essentielle la situation qui existe depuis plusieurs années. Ce traité ne fait que rendre public un état de choses depuis longtemps existant et sur lequel notre Gouvernement avait souvent attiré l'attention. Nous savions depuis longtemps que cet accord était en voie de conclusion, et le Gouvernement des États-Unis en tenait compte dans l'orientation de sa politique nationale. »

Je n'essaierai pas ici de retracer les négociations qui ont abouti au Pacte Tripartite du 27 novembre 1940. Je donnerai néanmoins un exemple des relations germano-nippones, avant la conclusion du Pacte Tripartite. C'est le compte rendu d'un entretien du 21 janvier 1939, entre Himmler et le général Oshima, ambassadeur du

Japon à Berlin. Le procureur des États-Unis l'a déjà mentionné dans son discours d'ouverture. Ce document, signé au crayon par Himmler, est classé sous le n° PS-2195; je le dépose sous le n° USA-150. Je cite ce mémorandum :

« J'ai rendu visite aujourd'hui au général Oshima. Notre conversation a porté sur les sujets suivants :

« 1. Le discours du Führer, qui lui a beaucoup plu, en particulier à cause de sa haute tenue intellectuelle sur tous les points.

« 2. Nous avons parlé de conclure un traité pour consolider plus fermement le triangle Allemagne-Italie-Japon. Il m'a dit aussi que d'accord avec le contre-espionnage allemand (Abwehr) il avait des projets à longue portée, visant à la désintégration de la Russie, en partant du Caucase et de l'Ukraine. Néanmoins, cette organisation ne devait vraiment entrer en action qu'en cas de guerre.

« 3. Il avait jusqu'à maintenant réussi à envoyer dix Russes munis de bombes, par la frontière du Caucase. Ces Russes avaient pour mission de tuer Staline. Quelques autres Russes, envoyés par la même voie, avaient été fusillés à la frontière. »

En dépit des dispositions prises au cours des négociations du Pacte Tripartite fasciste, les conspirateurs nazis dès la conclusion de l'alliance militaire et économique avec le Japon, demandèrent aux Japonais d'attaquer les nations avec lesquelles ils étaient en guerre ou contre lesquelles ils avaient l'intention d'entrer en guerre. En cela, les conspirateurs nazis ont adopté une attitude tout à fait parallèle à celle qu'ils avaient eue à l'égard des autres membres de l'Axe européen. Le 10 juin 1940, afin de remplir ses engagements envers l'Allemagne, l'Italie avait envoyé son « coup de poignard dans le dos » en déclarant la guerre à la France et à l'Angleterre. A l'autre extrémité du monde, les conspirateurs nazis poussèrent le Japon à engager une action semblable.

Ainsi que je vais le montrer, la collaboration germano-nippone fut dirigée successivement contre le Commonwealth britannique, l'Union des Républiques Socialistes Soviétiques et les États-Unis d'Amérique. Je traiterai le cas de chacun de ces pays dans l'ordre dans lequel je les ai énumérés.

Déjà dès le 23 février 1943, d'après les documents dont nous disposons, les conspirateurs nazis commencèrent à exploiter leur alliance avec le Japon en lui demandant d'attaquer le Commonwealth britannique. Ici encore, nous retrouvons l'accusé Ribbentrop. Le 23 février 1941, il eut avec le général Oshima, ambassadeur du Japon à Berlin, un entretien au cours duquel il pressa le Japon d'entrer en guerre aussitôt que possible contre les Britanniques en Extrême-Orient.

Le compte rendu de cet entretien, document PS-1834, a déjà été déposé au moment de l'exposé sur l'agression contre l'Union

Soviétique, sous la cote USA-129. On en a déjà lu une partie, et je me propose d'en citer d'autres extraits. Je reparlerai de ce document quand je m'occuperai de la collaboration germano-nippone en ce qui concerne les États-Unis.

Comme on peut le voir sur la page de garde de la traduction anglaise, Ribbentrop, le 2 mars, a envoyé à ses différents ambassadeurs et ministres des copies d'un extrait de compte rendu de cet entretien, comme information strictement personnelle et confidentielle, en y ajoutant la note suivante et je cite :

« Ces déclarations sont d'une importance fondamentale pour l'orientation de la politique générale vis-à-vis de l'Allemagne au début du printemps de 1941. »

Je vais maintenant citer le passage qui figure en haut de la page 2 dans la traduction anglaise du document PS-1834, jusqu'à la fin du premier paragraphe de cette page. Je passerai ensuite aux trois dernières phrases du second paragraphe.

« Extrait du compte rendu de l'entretien du ministre des Affaires étrangères du Reich avec l'ambassadeur Oshima à Fuschl, le 13 février 1941.

« Après des salutations particulièrement cordiales, le ministre des Affaires étrangères du Reich a déclaré qu'au Japon les sceptiques avaient dû reconnaître que la politique poursuivie par l'ambassadeur Oshima vis-à-vis de l'Allemagne était raisonnable. La victoire allemande à l'Ouest la justifiait absolument. Pour lui — c'est le ministre des Affaires étrangères du Reich, Ribbentrop — « il regrettait que l'alliance entre l'Allemagne et le Japon, pour laquelle il travaillait déjà depuis plusieurs années, en collaboration avec l'ambassadeur, ne se fût réalisée qu'après beaucoup de détours, mais l'opinion publique japonaise n'était pas prête à l'accueillir plus tôt. Néanmoins, l'important était qu'ils fussent maintenant côte à côte. »

Je saute au prochain extrait :

« Maintenant, l'alliance germano-nippone est conclue, et du côté japonais, c'est l'ambassadeur Oshima qui en retire tout l'honneur. L'alliance conclue, la question de son renforcement ultérieur passe au premier plan. Quelle est la situation à cet égard ? »

Plus loin, Ribbentrop trace un plan d'attaque contre les Britanniques par le Japon. Tout d'abord, il donne un aperçu de la guerre sous-marine et aérienne que l'Allemagne a l'intention de mener contre l'Angleterre. Je cite ses propres paroles, au paragraphe 4, page 2, les deux dernières phrases :

« La situation en Angleterre deviendrait de ce fait catastrophique en une seule nuit. Le débarquement en Angleterre est préparé, son exécution néanmoins dépend de différents facteurs, et surtout des conditions atmosphériques. »

Je passe maintenant à la page 3 de la traduction anglaise, dont je cite le premier paragraphe en entier. Ce sont encore les propres paroles de Ribbentrop :

« Le Führer peut battre l'Angleterre partout où il l'affronte. D'ailleurs, nos forces sont toujours non seulement égales, mais supérieures aux forces anglaises et américaines réunies. Nous avons à notre disposition un nombre illimité de pilotes. Il en va de même de notre production d'avions. Au point de vue de la qualité, elle est toujours supérieure à celle des Anglais, sans parler de celle des Américains, et nous allons même augmenter cette avance. Sur l'ordre du Führer, notre défense anti-aérienne sera également considérablement renforcée. L'Armée ayant reçu beaucoup plus de matériel qu'elle n'en avait besoin, on a pu constituer d'énormes réserves, on a même dû ralentir la production des munitions, celles-ci étant déjà stockées en très grandes quantités ; aussi la production peut-elle maintenant se concentrer sur la fabrication des sous-marins, des avions et des canons anti-aériens.

« On a prévu toutes les éventualités ; la guerre est maintenant gagnée, tant aux points de vue économique et politique qu'au point de vue militaire. Nous désirons la terminer rapidement et obliger l'Angleterre à demander la paix au plus tôt. Le Führer est en bonne santé, absolument sûr de la victoire et décidé à terminer rapidement et victorieusement la guerre. Pour atteindre ce but, il serait important d'avoir l'appui des Japonais. D'ailleurs, le Japon, dans son propre intérêt, devrait entrer en lice le plus tôt possible. L'Angleterre perdrait ainsi sa position-clef en Extrême-Orient. D'autre part, le Japon renforcerait ses positions en Extrême-Orient, ce qui n'est possible que par la guerre ; il y a trois raisons d'agir vite :

« 1. L'intervention japonaise porterait un coup décisif au centre de l'Empire britannique — menace aux Indes, guerre des croiseurs, etc.) — Ce coup atteindrait profondément le moral des Anglais et contribuerait ainsi à hâter la fin de la guerre.

« 2. Une intervention japonaise effectuée par surprise écarterait certainement l'Amérique de la guerre. L'Amérique, qui n'est pas encore armée, hésiterait beaucoup à risquer sa Marine à l'ouest de Hawaii, surtout dans ce cas. Si, d'autre part le Japon respecte les intérêts américains, Roosevelt ne pourra même pas invoquer l'argument du prestige pour faire accepter la guerre à son peuple. Il y a peu de chances que l'Amérique déclare la guerre pour rester ensuite impuissante, alors que le Japon pourrait s'emparer des Philippines, sans que l'Amérique puisse intervenir.

« 3. En prévision de l'« ordre nouveau », le Japon a vraisemblablement intérêt à s'assurer lui-même, au cours de la guerre, la position qu'il veut occuper en Extrême-Orient au moment du

traité de paix. L'ambassadeur Oshima est entièrement d'accord avec cette idée et déclare qu'il fera son possible pour suivre cette politique.»

Je voudrais souligner la subtilité de l'argumentation de Ribbentrop. Il a d'abord déclaré à l'ambassadeur japonais que l'Allemagne avait pratiquement gagné la guerre toute seule. Cependant, il suggère que la guerre pourrait être terminée beaucoup plus rapidement avec l'aide du Japon et que le moment était propice pour son entrée en guerre. Passant ensuite aux profits de la conquête, il indique que le Japon ferait mieux de prendre lui-même, pendant la guerre, les positions qu'il désire posséder, insinuant ainsi que le Japon devait gagner sa part de butin. Ceci rappelle une déclaration du Führer que je vous ai déjà citée: «Ceux qui veulent prendre part au repas doivent aider à le préparer».

Pour vous montrer en quoi consiste réellement cette alliance germano-nippone, je vais lire maintenant la suite de l'argumentation de Ribbentrop, document PS-1834, page 5 de la traduction anglaise, les deux premiers paragraphes:

«Le ministre des Affaires étrangères du Reich poursuit en disant que c'était grâce à l'amitié japonaise que l'Allemagne avait pu réarmer, après la signature du Pacte anti-Komintern. De son côté, le Japon avait pu pénétrer profondément dans la zone d'influence anglaise en Chine. En vertu du Pacte Tripartite, la victoire allemande sur le continent apportait beaucoup d'avantages au Japon. La France, en tant que puissance, était éliminée en Extrême-Orient (en Indochine). L'Angleterre également était considérablement affaiblie, ce qui avait permis aux Japonais de se rapprocher progressivement de Singapour. Ainsi, l'Allemagne avait déjà énormément contribué à préparer l'avenir des deux pays. En raison de notre situation géographique, nous serons encore les plus exposés dans la dernière phase du combat. Si un conflit, que nous ne désirons pas, éclatait avec la Russie, nous porterions encore presque tout le poids de la guerre. Si l'Allemagne faiblissait alors, le Japon se trouverait bientôt en face d'une coalition mondiale. Nous sommes tous embarqués dans la même galère. C'est maintenant que se décide le sort de nos deux nations pour les siècles à venir. Il en est de même pour l'Italie. On ne peut pas dissocier les intérêts des trois pays. La défaite de l'Allemagne entraînerait la ruine de l'impérialisme japonais.

«L'ambassadeur Oshima se déclara absolument d'accord et souligna le fait que le Japon était décidé à demeurer une puissance impériale. Le ministre des Affaires étrangères du Reich parla ensuite des grands problèmes qui se poseraient après la guerre aux puissances du Pacte Tripartite pour organiser l'ordre nouveau en Europe et en Extrême-Orient. Il faudrait résoudre de manière énergique



les problèmes ainsi soulevés. Il ne fallait pas centraliser à l'excès, mais trouver une solution qui respectât les intérêts de chacun, en particulier dans le domaine économique. En conséquence, le ministre des Affaires étrangères du Reich proposa d'organiser les relations commerciales entre les deux zones d'influence, sur la base du libre échange. L'hémisphère eurafricain serait dirigé par l'Allemagne et l'Italie, et la sphère d'intérêts d'Extrême-Orient par le Japon. D'après cette conception, les Japonais, par exemple, pourraient faire du commerce et conclure des accords commerciaux directement avec les pays indépendants de l'hémisphère européen, comme ils l'avaient fait jusqu'ici. L'Allemagne et l'Italie pourraient établir des relations commerciales et conclure des accords directement avec les pays indépendants, sous l'influence japonaise, tels que la Chine, le Thaïland, l'Indochine, etc. En outre, les deux grandes sphères économiques devaient s'accorder mutuellement priorité sur les autres pays. L'ambassadeur se déclara d'accord sur tous ces points.»

Le document que je viens de citer nous montre comment Ribbentrop, ministre des Affaires étrangères du Reich, poussait le Japon à la guerre. Je reparlerai de lui à ce sujet.

Cependant, je voudrais montrer maintenant comment les « attachés militaires » ont préparé et provoqué les guerres d'agression. Je dépose donc notre document n° C-75 sous le n° USA-151.

C'est un « ordre secret », signé par l'accusé Keitel en qualité de chef de l'OKW, et intitulé : « Ordre de base n° 24, concernant la collaboration avec le Japon ». Il est daté du 5 mars 1941, soit environ une semaine et demie après l'entretien de Ribbentrop et d'Oshima, dont je viens de parler. Il y eut quatorze exemplaires de cet ordre qui furent adressés aux Hauts Commandements de l'Armée de terre, de la Marine et de l'Air, ainsi qu'au ministère des Affaires étrangères. Nous avons trouvé deux exemplaires de cet ordre, exactement semblables ; seules les distinguent des notes manuscrites ajoutées sans doute par les destinataires. Le document C-75 que je dépose est l'exemplaire n° 2, qui fut adressé à l'État-Major du Haut Commandement de la Marine, l'OKM. Nous possédons aussi l'exemplaire n° 4, adressé au « Wehrmachtsführungsstab », État-Major d'opérations du Haut Commandement de la Wehrmacht. Le chef de cet État-Major était l'accusé Jodl. L'exemplaire n° 4 a été retrouvé à Flensburg, dans les archives de l'OKW. C'est le document PS-384, que le Ministère Public des États-Unis a déjà mentionné dans son discours d'ouverture. Je ne veux pas encombrer le procès-verbal en présentant deux copies identiques du même document.

Cet ordre de base n° 24 est l'exposé de la conception officielle nazie de la collaboration avec le Japon. C'est pourquoi je voudrais le lire entièrement ; il fait à peu près deux pages dans la traduction anglaise :

« En ce qui concerne la collaboration avec le Japon, le Führer a donné les ordres suivants :

« 1. Le but de la collaboration basée sur le Pacte Tripartite doit être d'amener le Japon à *prendre le plus rapidement possible des mesures actives en Extrême-Orient.* »

Cette phrase est soulignée dans le document d'origine.

« On retiendra ainsi d'importants effectifs anglais et le centre de gravité des intérêts des États-Unis se déplacera vers le Pacifique.

« Les chances de succès du Japon seront d'autant plus grandes qu'il entrera en guerre rapidement, car les adversaires ne sont pas encore bien préparés pour la guerre. Le plan « Barbarossa » créera des conditions politiques et militaires particulièrement favorables à la réalisation de ce projet. »

Ici, on a noté en marge : « légèrement exagéré. »

LE PRÉSIDENT. — Savez-vous quand cette note a pu être ajoutée ?

M. ALDERMAN. — Je suppose qu'elle a été écrite par le destinataire de cet ordre.

LE PRÉSIDENT. — Par qui ?

M. ALDERMAN. — Par celui qui a reçu l'exemplaire que nous avons entre les mains, c'est-à-dire l'État-Major de la Marine.

« 2. Pour ouvrir la voie à la collaboration, il est absolument essentiel d'augmenter par tous les moyens possibles le potentiel de guerre japonais.

« Dans ce but, les Hauts Commandements des différentes armes de la Wehrmacht se mettront à la disposition des Japonais pour leur donner tous les renseignements qu'ils désirent concernant les expériences faites par l'Allemagne au cours de la guerre et pour les aider par tous les moyens militaires et techniques. Nous souhaitons que ces relations soient réciproques, mais nous ne devons pas compliquer les négociations en insistant sur ce point. Nous devons évidemment satisfaire d'abord aux demandes japonaises, qui portent sur des points importants pour le développement de la guerre prochaine.

« Dans les cas spéciaux, le Führer prendra lui-même les décisions.

« 3. Le Haut Commandement de la Marine est chargé de synchroniser les plans d'opérations, d'après les principes directeurs suivants :

« a) Souligner le but commun des opérations : abattre rapidement l'Angleterre, de façon à laisser les États-Unis en dehors du conflit. Ceci excepté, l'Allemagne n'a en Extrême-Orient aucun intérêt politique, militaire ou économique qui puisse l'inciter à faire des réserves sur les intentions japonaises.

« b) Étant donné les résultats obtenus par l'Allemagne dans la guerre contre les navires marchands, il faudrait employer dans le même but d'importants effectifs japonais. Il faut exploiter toutes les possibilités pour permettre à l'Allemagne de soutenir ce combat contre la Marine de commerce.

« c) Les besoins en matières premières des puissances signataires du Pacte Tripartite exigent que le Japon s'empare des territoires dont la possession est nécessaire à la poursuite de la guerre, surtout dans l'éventualité d'une entrée en guerre des États-Unis. Les livraisons de caoutchouc doivent être faites régulièrement, même après l'entrée en guerre du Japon, car elles sont d'une importance vitale pour l'Allemagne.

« d) La prise de Singapour, position-clé britannique en Extrême-Orient, serait un succès décisif pour les trois puissances dans le développement ultérieur de la guerre.

« De plus, on lancera des attaques contre les autres bases navales anglaises et américaines au cas où l'on ne pourrait pas éviter l'entrée en guerre des États-Unis; elles auront pour but d'ébranler le système de contrôle ennemi dans cette région, et, au même titre que les attaques contre les communications maritimes, de paralyser des régions dont les ressources sont d'un intérêt vital (Australie).

« On ne peut encore fixer la date à laquelle on commencera à discuter les plans d'opérations.

« 4. Les commissions militaires, qui doivent être constituées conformément aux dispositions du Pacte Tripartite, n'auront à traiter que les questions concernant également les trois puissances participantes. Dans cette catégorie rentrent en premier lieu les problèmes de la guerre économique.

« La commission principale, en collaboration avec le Haut Commandement de la Wehrmacht, est chargée de régler l'application des mesures prises.

« 5. On ne doit donner aux Japonais aucun renseignement sur le plan «Barbarossa».

Ceci fut signé par Keitel en qualité de chef du Haut Commandement de la Wehrmacht.

Si le Tribunal veut bien jeter un coup d'œil sur la liste des destinataires, il verra que tous les services de la Wehrmacht y figurent: Haut Commandement de la Wehrmacht, État-Major de liaison, Services de renseignements, ainsi que le ministre des Affaires étrangères et le ministère.

Les documents que je viens de citer montrent que le but principal des nazis dans leur collaboration avec le Japon était, dès le mois de mars 1941, d'inciter celui-ci à attaquer Singapour et les autres

bases britanniques en Extrême-Orient. Pour l'instant, je passe sur les points concernant les États-Unis dans l'ordre de base n° 24; je reprendrai la question plus tard.

Je désire maintenant mentionner le document C-152, qui a déjà été déposé par le Ministère Public britannique sous la cote GB-122: c'est un compte rendu secret d'une réunion qui eut lieu le 18 mars 1941, soit environ deux semaines après la rédaction de l'ordre de base n° 24; à cette réunion assistaient Hitler, l'accusé Raeder, l'accusé Keitel et l'accusé Jodl; seul nous intéresse ici le paragraphe 11, reproduisant les paroles de Raeder, Commandant en chef de la Marine. Voici la citation:

«Le Japon doit prendre des mesures pour s'emparer de Singapour le plus rapidement possible, car les conditions ne seront jamais aussi favorables (toute la flotte anglaise est occupée, les États-Unis ne sont pas prêts à faire la guerre au Japon et la flotte des États-Unis est en état d'infériorité vis-à-vis de la flotte japonaise.) Le Japon se prépare à cette attaque, mais d'après les déclarations d'officiers japonais, il ne l'exécutera que si les Allemands opèrent leur débarquement en Angleterre; l'Allemagne doit donc concentrer tous ses efforts pour pousser le Japon à une action immédiate. Quand les Japonais auront Singapour, toutes les questions relatives aux États-Unis et à l'Angleterre en Asie orientale (Guam, Philippines, Bornéo et Indes néerlandaises) seront résolues. Le Japon désire si possible éviter une guerre avec les États-Unis. Il le peut, à condition de s'emparer de Singapour le plus tôt possible.»

On peut déduire de l'examen de ces archives qu'il y avait eu des conférences d'État-Major avec les Japonais pour préparer l'intervention militaire du Japon contre les Anglais, en hâtant l'attaque de Singapour. Je répète la deuxième phrase du paragraphe 11 du document C-152, (GB-122):

«Le Japon se prépare à cette attaque, mais, d'après les déclarations d'officiers japonais, il ne l'exécutera que si les Allemands opèrent leur débarquement en Angleterre.»

Vraisemblablement, les nazis parvinrent par la suite à persuader les Japonais de remplir les obligations du Pacte sans s'attacher à l'accomplissement de la condition énoncée ci-dessus comme devant précéder leur attaque.

Maintenant, je vais passer aux tentatives ultérieures de Ribbentrop pour persuader les Japonais d'attaquer le Commonwealth britannique: le 29 mars 1941, Ribbentrop rencontre M. Matsuoka, ministre des Affaires étrangères du Japon qui se trouvait alors à Berlin. Le compte rendu de leur conversation, retrouvé dans les archives du ministère des Affaires étrangères allemand, figure dans le document PS-1877 que je dépose sous le n° USA-152.

Des passages importants de ce document ont été traduits en anglais; je lis donc dans la traduction anglaise à partir du haut de la page 1 :

« Le « RAM » — Ribbentrop — et Matsuoka reprirent leur conversation au point où ils l'avaient laissée, sur les entretiens que ce dernier allait avoir avec les Russes à Moscou; Ribbentrop pensait qu'il serait sans doute préférable, étant donné la situation générale, de ne pas pousser trop loin les négociations avec les Russes, car on ne savait pas comment la situation évoluerait. Il était certain néanmoins que les Allemands frapperaient immédiatement si la Russie attaquait le Japon. Il pouvait en donner l'assurance à Matsuoka si bien que le Japon pouvait avancer vers le Sud en direction de Singapour, sans crainte de complications du côté de la Russie. La plus grande partie de l'armée allemande se trouvait échelonnée sur la frontière est du Reich, prête à déclencher l'attaque à n'importe quel moment. A son avis, — celui du « RAM » — cependant, la Russie essaierait d'éviter la guerre. Si l'Allemagne entrait en conflit avec la Russie, celle-ci serait liquidée en quelques mois. Dans ce cas, à plus forte raison, le Japon n'avait rien à craindre en attaquant Singapour. Il n'y avait donc aucune raison de ne pas tenter cette entreprise par crainte des Russes.

« Il ne pouvait naturellement pas savoir quelle tournure prendraient les relations avec la Russie. On ne pourrait savoir si Staline allait persister ou non dans sa politique actuelle d'hostilité à l'égard de l'Allemagne. Lui (RAM) voulait examiner avec Matsuoka toutes les éventualités de conflit avec la Russie. En tout cas, Matsuoka ne pourrait pas, à son retour déclarer à l'Empereur du Japon qu'un conflit entre la Russie et l'Allemagne était impossible. Bien au contraire, la situation était telle qu'il fallait considérer l'éventualité d'un conflit comme possible, sinon comme probable. »

Je passe cinq pages du texte allemand et je reprends la traduction anglaise :

« Puis, le « RAM » — Ribbentrop — revint à la question de Singapour. Les Japonais ayant exprimé leurs craintes au sujet d'éventuelles attaques de sous-marins partant des bases des Philippines, ou d'une intervention de la flotte britannique de la Méditerranée et de la Home Fleet, il avait envisagé la question avec l'amiral Raeder. Ce dernier lui avait affirmé que la marine anglaise aurait tant à faire cette année dans les eaux territoriales britanniques et en Méditerranée qu'elle ne pourrait pas envoyer un seul bateau en Extrême-Orient; à son avis, les sous-marins américains étaient si mauvais d'après lui, que les Japonais n'avaient pas à s'en inquiéter.

« Matsuoka répondit immédiatement que la marine japonaise ne craignait guère la menace que représentait la marine britannique; il ne fallait pas perdre de vue d'autre part que, dans une rencontre

avec la flotte américaine, la flotte japonaise pourrait écraser cette dernière sans difficulté. Néanmoins, il craignait que les Américains n'évitassent d'engager leur flotte; dans ces conditions, la guerre avec les États-Unis pourrait traîner peut-être cinq ans, et cette perspective inquiétait beaucoup les Japonais.

«Le «RAM» répondit que l'Amérique ne pouvait rien faire contre le Japon s'il prenait Singapour. Pour cette simple raison, Roosevelt y regarderait sans doute à deux fois avant de se décider à agir contre le Japon; en effet, d'un côté, il était impuissant en face du Japon, de l'autre, il risquait vraisemblablement de perdre les Philippines au profit de celui-ci. Pour le Président américain, ce serait évidemment une grande perte de prestige, à laquelle il ne pourrait rien opposer en raison de l'insuffisance des armements américains.

«Matsuoka indiqua alors à ce sujet qu'il faisait tous ses efforts pour rassurer les Anglais au sujet de Singapour. Il agissait comme si le Japon n'avait aucune visée sur cette position-clef de l'Angleterre en Orient. Il pourrait donc arriver qu'il adoptât à l'égard de l'Angleterre une attitude amicale, en paroles comme en actions. L'Allemagne ne devait pas s'y laisser prendre. Il adoptait cette attitude non seulement pour rassurer les Anglais mais pour tromper les éléments pro-britanniques et pro-américains au Japon jusqu'au jour où l'attaque contre Singapour serait déclenchée.

«Matsuoka déclara que sa tactique était basée sur l'hypothèse probable qu'une attaque soudaine contre Singapour unirait d'un seul coup toute la nation japonaise. («Rien n'est aussi efficace que le succès» fit remarquer le «RAM».) Il répétait les paroles qu'un homme politique japonais adressait à la Marine au début de la guerre russo-japonaise: «Ouvrez le feu et toute la nation sera unie.» Les Japonais ont besoin d'un choc qui les réveille; après tout, en tant qu'Orientaux, ils sont fatalistes: ce qui doit arriver arrive, qu'on le veuille ou non.»

Je saute quelques pages du texte allemand et continue dans la traduction anglaise:

«Matsuoka parla ensuite de l'aide que les Allemands devaient apporter pour l'agression contre Singapour, sujet déjà souvent traité et fit allusion à une promesse écrite d'assistance allemande.

«Le «RAM» répondit qu'il avait déjà soulevé ces questions avec l'ambassadeur Oshima; il lui avait demandé de lui procurer des cartes de Singapour pour que le Führer, qu'on pouvait considérer comme le plus grand expert militaire de l'époque, pût donner des conseils au Japon sur la façon la plus habile d'attaquer Singapour; les experts allemands en guerre aérienne seraient également à la disposition des Japonais, ils pourraient rédiger un rapport basé sur

leurs expériences de la guerre européenne, sur l'utilisation de bombardiers légers, partant de terrains voisins, pour attaquer en piqué la flotte anglaise de Singapour. Ces attaques aériennes obligeraient la flotte anglaise à quitter immédiatement Singapour.

« Matsuoka fit remarquer que le Japon s'intéressait moins à la flotte britannique qu'à la prise des ouvrages fortifiés.

« Le « RAM » lui répondit que, sur ce point également, le Führer avait élaboré de nouvelles méthodes pour les attaques allemandes contre les positions fortifiées telles que la ligne Maginot et le Fort Eben Emaël; ces plans pourraient être mis à la disposition des Japonais.

« Matsuoka répondit que quelques jeunes officiers de marine japonais avec qui il était intime pensaient que leur flotte mettrait bien trois mois à prendre Singapour. En qualité de prudent ministre des Affaires étrangères, il avait doublé cette évaluation. Il croyait d'ailleurs n'avoir rien à craindre de l'Amérique avant six mois. Néanmoins, ajouta-t-il, si la prise de Singapour demandait encore plus de temps et que les opérations se prolongent pendant un an, la situation vis-à-vis de l'Amérique deviendrait extrêmement critique et il ne savait pas comment on pourrait y parer.

« Il voulait éviter, autant que possible, de toucher aux Indes néerlandaises, craignant qu'une attaque japonaise dans cette zone ne provoque un incendie dans les terrains pétrolifères. En tout cas, les opérations ne s'étendraient pas à cette région avant un an ou deux.

« Le « RAM » répliqua que les Japonais gagneraient le contrôle des Indes néerlandaises en prenant Singapour. »

Le 5 avril, une semaine environ après cet entretien dont je viens de citer le compte rendu, Ribbentrop rencontra de nouveau Matsuoka et lui fit faire un nouveau pas sur la voie de la guerre d'agression; le compte rendu de cet entretien, retrouvé lui aussi dans les archives du ministère des Affaires étrangères d'Allemagne, forme le document PS-1882 que je dépose sous le n° USA-153. Je désire en lire quelques courts extraits, à partir du troisième paragraphe de la page 1 dans la traduction anglaise :

« Répondant à Matsuoka qui lui faisait remarquer que le Japon était maintenant réveillé et que, selon le caractère japonais, il agirait rapidement après avoir longuement réfléchi, le ministre des Affaires étrangères du Reich déclara que le Japon devait accepter un certain risque, comme le Führer l'avait fait avec succès en occupant la Rhénanie, en proclamant la nécessité du réarmement et en se retirant de la Société des Nations. »

Je passe maintenant plusieurs pages du texte allemand et je continue dans la traduction anglaise :

« Le ministre des Affaires étrangères du Reich répondit que le nouveau Reich allemand s'appuierait sur les anciennes traditions

du Saint Empire romain germanique qui fut en son temps le seul pouvoir constitué de l'Europe continentale.

«En conclusion, le ministre des Affaires étrangères du Reich résuma encore une fois les points importants que Matsuoka devait faire connaître au Japon, en rentrant de son voyage :

«1° L'Allemagne avait déjà gagné la guerre. Avant la fin de l'année, le monde s'en rendrait compte. L'Angleterre elle-même devrait le reconnaître si elle ne s'effondrait pas auparavant et l'Amérique devrait également admettre ce fait.

«2° Il n'y avait pas de conflit d'intérêts entre le Japon et l'Allemagne. L'avenir de ces deux pays pouvait être réglé pour longtemps sur la base suivante; le Japon serait la nation prédominante en Extrême-Orient; l'Italie et l'Allemagne en Europe et en Afrique.

«3° Quoi qu'il arrive, l'Allemagne gagnerait la guerre. Cependant, la victoire viendrait plus vite si le Japon entraînait en guerre. Sans aucun doute, cette entrée en guerre présentait plus d'intérêt pour le Japon que pour l'Allemagne. Le Japon retrouverait difficilement une meilleure occasion d'atteindre ses objectifs nationaux; cette guerre lui donnerait une chance unique de jouer un rôle de premier plan en Extrême-Orient.»

Dans la citation que je viens de lire, nous voyons Ribbentrop reprendre l'argumentation que j'ai déjà indiquée. Pratiquement, l'Allemagne a déjà gagné la guerre; l'entrée en guerre du Japon ne fera que hâter une conclusion inévitable; cependant, le Japon ferait mieux de s'emparer pendant la guerre de positions qu'il désire.

J'attire l'attention du Tribunal sur les garanties données par Ribbentrop dans cet extrait du document PS-1877; en entrant en guerre, le Japon n'aura de toute façon rien à craindre de l'Union Soviétique; les allusions à la faiblesse des États-Unis apparaissent dans toutes ces citations comme l'ingrédient nécessaire pour faire avaler ce bouillon si soigneusement préparé.

Je voudrais présenter un autre document se rapportant plus particulièrement au premier point de mon exposé, les efforts de Ribbentrop pour amener les Japonais à attaquer le Commonwealth. C'est le document PS-1538 que je dépose sous le n° USA-154. C'est un compte rendu très secret, daté du 24 mai 1941, adressé par l'attaché militaire allemand à Tokio aux services de renseignements de l'OKW. A ce sujet, je veux seulement attirer l'attention du Tribunal sur la dernière phrase du premier paragraphe :

«Les préparations d'attaque contre Singapour et Manille sont en cours.»

Je reviendrai à ce document par la suite; cependant, j'en tire la preuve que les militaires allemands s'occupaient de très près des



plans japonais d'opérations contre Singapour à l'élaboration desquels les nazis avaient collaboré.

Plus loin, les nazis essaient d'inciter le Japon à attaquer l'URSS.

Sur ce point, j'attire l'attention du Tribunal sur le texte de l'Acte d'accusation dont je cite la page 10 à partir de la huitième ligne (édition anglaise): « Les nazis pensaient que l'agression japonaise affaiblirait et gênerait les nations avec qui ils étaient en guerre et celles contre lesquelles ils projetaient d'entrer en guerre. En conséquence ils exhortèrent le Japon à chercher un nouvel ordre de choses. »

La preuve que je viens d'ajouter se rapporte encore aux menées nazies relatives au Commonwealth. Nous allons voir maintenant leurs efforts pour pousser les Japonais à envoyer un « coup de poignard dans le dos » à l'URSS. Ici encore, l'accusé Ribbentrop joue un rôle de premier plan. Quelques mois avant que ne paraisse l'ordre de base n° 24 sur la collaboration avec le Japon, les conspirateurs nazis avaient élaboré le « plan Barbarossa », plan contre l'URSS. Cependant, l'ordre de base n° 24 indique « qu'on ne doit pas permettre aux Japonais de se douter le moins du monde du « plan Barbarossa ».

Cependant, dans son entretien du 29 mars 1941 avec le ministre des Affaires étrangères japonais Matsuoka, trois semaines environ après l'ordre de base n° 24, Ribbentrop a laissé entrevoir la tournure que pourraient prendre les événements. Le document PS-1877, qui donne le compte rendu de cette conversation et doit être cité au procès-verbal, a déjà été déposé sous le n° USA-152. Je désire attirer l'attention du Tribunal sur les deux premiers paragraphes de la traduction anglaise de ce document. Dans ce passage, Ribbentrop déclare à Matsuoka que la plus grande partie de l'armée allemande se trouvait sur la frontière est du Reich, prête à déclencher l'attaque, à n'importe quel moment.

Ribbentrop ajouta que bien qu'il crût que l'URSS éviterait tout incident conduisant à la guerre, il fallait considérer l'éventualité d'un conflit avec l'URSS comme possible, sinon comme probable.

Quelles conclusions l'ambassadeur japonais a-t-il tirées de ces remarques en avril 1941? Sur ce point, nous sommes réduits aux conjectures. Mais quand, en juin 1941, les nazis déclenchèrent leur agression contre l'URSS, on ne pouvait plus garder de doute sur le sens des paroles de Ribbentrop. Le 10 juillet 1941, Ribbentrop adressa un télégramme chiffré à l'ambassadeur allemand à Tokio, Ott, télégramme qui forme le document PS-2896 que je dépose sous la cote USA-155; j'en cite le paragraphe 4, premier paragraphe dans la traduction anglaise:

« Je vous prie de remercier à cette occasion le ministre des Affaires étrangères japonais pour la transmission du rapport télé-

graphique de l'ambassadeur japonais à Moscou. Nous aimerions pouvoir continuer à recevoir des nouvelles de Russie par ce moyen. En résumé, je voudrais dire que j'ai maintenant, comme par le passé, pleine confiance en la politique japonaise et le ministre des Affaires étrangères japonais; en effet, pour l'avenir du pays, l'actuel Gouvernement japonais n'a pas le droit de laisser passer cette occasion unique de donner une solution au problème russe tout en assurant désormais son expansion vers le Sud et en réglant la question chinoise. Puisque la Russie, d'après le rapport de l'ambassadeur japonais à Moscou, rapport qui coïncide d'ailleurs avec nos propres observations, dans la mesure où nous pouvons juger de la situation militaire actuelle, est effectivement prête à s'effondrer, il est absolument impossible que le Japon ne règle pas la question de Vladivostock et de la zone de Sibérie dès que ses préparatifs militaires seront achevés.»

Nous passons maintenant au milieu du deuxième paragraphe de la page 1 dans la traduction anglaise, à la phrase qui commence par «Cependant...»

«Cependant, je vous prie d'employer tous les moyens qui sont à votre disposition pour convaincre instamment le Japon d'entrer en guerre contre la Russie le plus tôt possible, comme je l'ai déjà dit dans la note que j'ai adressée à Matsuoka; le plus tôt sera le mieux. Notre objectif naturel est toujours le même: nous voulons opérer notre jonction avec les Japonais sur la ligne du Transsibérien avant le début de l'hiver. Après l'effondrement de la Russie, la position des Puissances du Pacte Tripartite sera tellement forte que l'effondrement de l'Angleterre et la destruction totale des Iles Britanniques ne seront plus qu'une question de temps. En prenant les dernières positions de l'empire britannique dont la possession est importante pour les Puissances du Pacte Tripartite, nous mettrons en face du fait accompli une Amérique absolument isolée du reste du monde.

«J'ai la conviction inébranlable que l'établissement de l'«ordre nouveau» que nous désirons instaurer sera une question de fait et qu'il ne rencontrera pas de difficultés insurmontables si les Puissances du Pacte Tripartite restent étroitement unies et affrontent avec les mêmes armes tout combat contre l'Amérique. Je vous prie à l'avenir de m'adresser des rapports aussi fréquents et aussi détaillés que possible sur la situation politique au Japon.»

Nous avons la réponse de Ott à ce télégramme, datée du 13 juillet 1941, que je dépose comme USA-156. C'est le document n° PS-2897; après avoir lu l'en-tête, je passerai au dernier paragraphe de la page 3 du texte allemand qui figure seul dans la traduction anglaise:

«Télégramme chiffré» — envoyé le 14 juillet de Tokio, arrivé le 14 juillet 1941, — «extrême urgence:

« J'essaye par tous les moyens de faire entrer le Japon en guerre contre la Russie le plus tôt possible ; et j'utilise surtout les arguments du message personnel du ministre des Affaires étrangères et du télégramme cité plus haut pour convaincre Matsuoka personnellement ainsi que le ministère des Affaires étrangères, les milieux militaires et nationalistes, et les hommes d'affaires qui nous sont favorables. D'après les préparatifs militaires, je crois que la participation du Japon ne se fera pas attendre. Le principal obstacle à surmonter est le manque d'unité du groupe des activistes qui, n'ayant pas de commandement unique, poursuivent des buts variés, et ne s'adaptent que très lentement aux changements de situation. »

Ribbentrop saisit toutes les occasions ultérieures qui se présentaient pour pousser le Japon à attaquer l'URSS. Je vais présenter trois documents qui vont de juillet 1942 à mars et avril 1943 ; le premier est le document PS-2911 qui contient le compte rendu d'une conversation du 9 juillet 1942 entre Ribbentrop et Oshima, l'ambassadeur japonais à Berlin.

Pour donner l'atmosphère générale, j'indique qu'à ce moment, les armées allemandes se ruiaient en Russie et qu'on venait d'annoncer la chute de Sébastopol.

Je dépose le document PS-2911 sous le n° USA-157 et j'en cite les extraits pertinents figurant dans la traduction anglaise :

« Au moment où la situation devint telle que je l'ai décrite, le ministre des Affaires étrangères allemand demanda à voir l'ambassadeur car on se trouvait en face d'un problème essentiel pour la conduite commune de la guerre. Si le Japon se sentait militairement prêt, le moment d'attaquer la Russie était venu. Il pensait que si le Japon pouvait attaquer maintenant, cette attaque provoquerait l'effondrement moral de la Russie et, tout au moins, hâterait l'effondrement de son régime actuel. En tout cas le Japon ne retrouverait jamais une telle occasion d'éliminer une fois pour toutes le colosse russe de l'Asie orientale.

« Il avait discuté de cette question avec le Führer qui était de son avis ; cependant il voulait de suite préciser un point : le Japon ne devait attaquer la Russie que s'il se sentait suffisamment fort pour une telle entreprise. Mais en aucun cas, les opérations japonaises contre la Russie ne doivent être arrêtées à mi-chemin et nous ne sentons pas la nécessité de pousser le Japon à une action qui ne serait profitable ni à lui, ni à nous.

LE PRÉSIDENT. — Il est 15 h. 50.

*(L'audience est suspendue.)*

M. ALDERMAN. — Plaise au Tribunal. Je dépose maintenant le document n° PS-2954 sous le n° USA-158. C'est le compte rendu

d'un entretien du 6 mars 1943 entre Ribbentrop et l'ambassadeur Oshima.

Pour donner l'atmosphère générale, j'indique encore que la situation militaire dans les vastes territoires de l'URSS était quelque peu changée.

Au cours du mois précédent, en février 1943, les armées soviétiques avaient complètement battu les Allemands à Stalingrad et leur avaient infligé de lourdes pertes. Au Nord et à l'Ouest, leur offensive d'hiver avait libéré de l'envahisseur de vastes territoires. Les Forces britanniques et américaines avaient déjà débarqué en Afrique du Nord.

Vous remarquerez au cours de ma lecture que le ton de Ribbentrop a quelque peu changé avec la situation militaire. Le refrain japonais familier : « Je regrette beaucoup », faisait son apparition.

Je vous prie de noter que c'est également pendant ce mois de février 1943 qu'avait cessé la résistance organisée des Japonais sur l'île de Guadalcanal.

Je cite des extraits tirés du procès-verbal de cet entretien du 6 mars 1943 entre Ribbentrop et Oshima ; la traduction anglaise figure dans le livre de documents.

« L'ambassadeur Oshima déclara qu'il avait reçu un télégramme de Tokio et qu'il avait reçu de son Gouvernement l'ordre de se présenter au ministre des Affaires étrangères du Reich pour lui signaler les faits suivants : la suggestion du Gouvernement allemand concernant l'attaque contre la Russie avait été l'objet d'une conférence commune entre le Gouvernement japonais et l'État-Major impérial japonais, au cours de laquelle la question avait été examinée et discutée en détail. Les conclusions furent les suivantes : le Gouvernement japonais reconnaît le danger qui menace du côté de la Russie et comprend parfaitement le désir de son allié allemand, de voir le Japon entrer en guerre de son côté contre la Russie. Néanmoins, il considère qu'il lui est actuellement impossible d'entrer en guerre, étant donné la situation militaire actuelle. Il est persuadé qu'il est de l'intérêt commun de ne pas commencer maintenant la guerre contre la Russie. Mais d'autre part, le Gouvernement japonais ne se désintéressera jamais de la question russe.

« Il a l'intention d'attaquer ultérieurement sur d'autres fronts.

« Après avoir écouté les explications de l'ambassadeur, le « RAM » demanda comment Tokio envisageait la poursuite de la guerre. En ce moment, le Japon restant presque toujours sur la défensive, l'Allemagne combat pratiquement seule des ennemis communs, l'Angleterre et l'Amérique. Il serait cependant préférable que toutes les Puissances du Pacte Tripartite unissent leurs forces pour vaincre l'Angleterre et l'Amérique, ainsi que la Russie. Il n'est pas bon de laisser combattre seule une de ces puissances, et

il ne faut pas abuser des forces de l'Allemagne. Il s'inquiétait dans son for intérieur de l'activité de certains éléments japonais qui soutenaient et qui propageaient l'idée que l'Allemagne sortirait certainement victorieuse du combat, et que par conséquent le Japon avait le temps d'assurer ses forces, avant de fournir l'effort suprême.»

Je saute plusieurs pages du texte allemand, et je poursuis ma citation :

« Le « RAM » — Ribbentrop — reprit la question de l'attaque contre la Russie et déclara qu'après tout, les combats sur le front de Birmanie ou dans le Sud étaient à l'heure actuelle plutôt du ressort de la Marine, et que sur tous les fronts sauf celui de Chine, le Japon n'avait engagé que très peu d'effectifs de l'Armée de terre. Donc, l'attaque contre la Russie étant au premier chef du ressort de l'Armée de terre, il se demandait s'il n'était pas possible de disposer des forces nécessaires pour cette opération. »

Ribbentrop fit encore d'autres tentatives. Il eut une autre conférence avec Oshima, environ trois semaines plus tard, le 18 avril 1943. Le compte rendu secret de cet entretien figure dans le document PS-2929, que je dépose sous le n° USA-159; je n'en citerai qu'une phrase :

« Le ministre des Affaires étrangères du Reich souligna une fois de plus que, sans aucun doute, cette année était pour le Japon l'occasion la plus favorable d'attaquer la Russie s'il se sentait assez fort et avait assez d'armes anti-chars à sa disposition, car la Russie ne serait certainement jamais aussi faible qu'elle l'était à ce moment. »

Maintenant, je passe à l'aspect de la conspiration qui a provoqué, dans une large mesure, l'apparition de millions d'Américains en uniforme un peu partout dans le monde.

Comme l'a indiqué le Procureur américain dans son discours d'ouverture, les préparatifs dirigés contre les États-Unis par les nazis, en collaboration avec les Japonais, présentent un double aspect :

1. Préparatifs faits par les nazis eux-mêmes pour attaquer par delà l'Atlantique.

2. Préparatifs pour déclencher une guerre dans le Pacifique.

Dans la partie de mon exposé qui traite des tentatives des nazis pour inciter les Japonais à attaquer le Commonwealth britannique et la Russie, j'ai mentionné certains documents et cité certaines phrases qui concernent les États-Unis. Je vais reprendre ces passages et montrer leur application dans ce cas particulier. J'ai donné également, en parlant des efforts de Ribbentrop pour pousser les Japonais à déclarer la guerre à la Russie, les dates des 7 et 11 décembre 1941, quand les Gouvernements japonais et allemand ont déclenché et déclaré respectivement une guerre d'agression contre les États-Unis.

Indépendamment de leur intérêt et de leur utilité à illustrer mon exposé, ces documents nous ont montré que les nazis acceptaient en toute connaissance de cause les conséquences de leur action, aussi bien que les conséquences générales de leur complot et de leur alliance avec les Japonais. Il faut juger leurs desseins à l'égard des États-Unis dans le cadre de leurs plans généraux et de leurs engagements immédiats à l'extérieur. Le plan général d'opérations prévoyait éventuellement une guerre d'agression contre les États-Unis, comme le laisse entendre l'accusé Göring dans son discours du 8 juillet 1938, au moment où les nazis venaient d'annexer l'Autriche par la force et mettaient au point leur plan d'attaque contre la Tchécoslovaquie.

Ce discours était adressé aux représentants de l'industrie aérienne; l'exemplaire que nous possédons se trouvait joint à un mémorandum secret adressé par le secrétaire de Göring au général Udet, qui s'occupait alors des expériences pour la Luftwaffe. Il figure dans le document R-140 que je dépose sous le n° USA-160.

J'attire l'attention du Tribunal sur la note du mémorandum indiquant que la pièce jointe est une copie de la sténographie de cette conférence. Je n'ai pas l'intention de vous lire le long discours dans lequel Göring demanda l'accroissement de la production aéronautique et montra la nécessité d'une mobilisation totale de l'industrie allemande. Je n'en veux citer que deux phrases qui figurent à la page 33 du texte allemand, et à la page 11 de la traduction anglaise. Je cite au paragraphe 2, page 11 de la traduction anglaise, la troisième phrase en partant de la fin du paragraphe :

« Il me manque le moteur à réaction qui permettra de tels voyages. Il me manque encore le bombardier portant 5 tonnes de bombes et pouvant aller jusqu'à New-York et retour. Je serais très heureux d'avoir ce bombardier qui irait par delà l'Océan fermer un peu la bouche à ce peuple arrogant. »

Cette espérance chère à Göring ne pouvait naturellement pas se réaliser à ce moment, aussi bien en raison des difficultés techniques que du programme d'agression des nazis, que nous vous avons présenté ces derniers jours.

Pendant les préparatifs et les opérations de guerres d'agression en Europe, jusqu'au déclenchement de la campagne contre la Russie, il est raisonnable de penser que les nazis n'avaient pas l'intention d'entraîner les États-Unis dans la guerre à ce moment-là. Néanmoins, même à la fin de l'année 1940, les plans militaires envisageaient une guerre contre les États-Unis à une date ultérieure. On le voit clairement dans le document PS-376, découvert dans les archives de l'OKL (Haut Commandement de l'Armée de l'air), que je dépose sous le n° USA-161. C'est un mémorandum marqué « Chef-sache », terme allemand désignant les documents secrets et adressé

par le commandant von Falkenstein à un général dont on ne donne pas le nom, un général de l'Armée de l'air, sans doute.

Falkenstein, commandant à l'État-Major général, était à cette époque officier de liaison de la Luftwaffe avec l'État-Major d'opérations de l'OKW, à la tête duquel se trouvait l'accusé Jodl. Son mémorandum intitulé : « Bref résumé des questions militaires à l'ordre du jour », est daté du 29 octobre 1940. Il traite plusieurs questions. Je citerai le paragraphe n° 5 qui se trouve au bas de la première page de la traduction anglaise, et qui continue sur l'autre côté de la page.

« 5. Le Führer s'occupe actuellement de l'occupation des îles de l'Atlantique en prévision d'une guerre contre l'Amérique à une date ultérieure. On a commencé, à discuter cette question. Les conditions essentielles de cette opération sont les suivantes :

- « a) Aucun autre théâtre d'opérations ;
- « b) Neutralité portugaise ;
- « c) Aide de la France et de l'Espagne.

« La Luftwaffe (Aviation de guerre allemande) devra étudier les possibilités de s'emparer et de conserver ces bases aériennes, ainsi que d'assurer leur ravitaillement. »

Le paragraphe 7, que je vais vous lire, montre que les nazis s'intéressaient à l'activité des États-Unis au point de vue militaire :

« Le général Boetticher a déclaré plusieurs fois, en particulier dans son télégramme 2314 du 26 octobre, qu'à son avis la presse allemande publiait beaucoup trop de détails sur l'industrie aéronautique américaine. Cette question a été discutée à l'OKW. Je vous signale qu'elle concerne essentiellement l'Armée de l'air ; cependant, j'ai pris la liberté de vous consulter à ce sujet. »

Une autre fois, au mois de juillet 1941, encore plongé dans l'euphorie des premiers succès de l'agression contre l'URSS, le Führer signa un ordre enjoignant de poursuivre la préparation de l'attaque contre les États-Unis. Cet ordre secret, trouvé dans les archives de la Marine allemande, est le document n° C-74, que je dépose sous le n° USA-162. Je lis le paragraphe qui précède immédiatement le paragraphe portant le n° 1 :

« En vertu des projets pour la poursuite de la guerre indiqués dans la directive n° 32, les effectifs de l'Armée et le ravitaillement en matériel devront être fixés, selon les principes suivants :

« 1. En général :

« La domination militaire de l'Europe après la défaite de la Russie permettra de réduire très prochainement les effectifs de l'Armée dans des proportions considérables. Nous renforcerons les unités blindées, autant que le permettra la réduction des effectifs.

«La Marine ne conservera que les armements indispensables pour poursuivre la guerre contre l'Angleterre et si besoin en est, contre l'Amérique.

«Nous porterons notre principal effort sur l'armement de l'Aviation, dont il faut augmenter les effectifs.»

Ces documents nous montrent que les nazis dressaient tout au moins les plans préliminaires à une action contre les États-Unis. Cependant, le plan d'action d'ensemble contre les États-Unis était complexe, car il englobait aussi les opérations menées par le Japon. Au cours des tentatives répétées qu'ils firent auprès des Japonais pour les pousser à attaquer les possessions britanniques d'Extrême-Orient, ils envisageaient encore la guerre contre les États-Unis.

Je mentionne encore une fois l'ordre de base n° 24 concernant la collaboration avec le Japon, document C-75 (USA-151). Je l'ai lu en entier pour qu'il figure au procès-verbal. Le Tribunal se souvient que, dans cet ordre de base du 5 mars 1941, il était dit au paragraphe 3, a que le but de la politique nazie était d'«abattre rapidement l'Angleterre de façon à laisser les États-Unis en dehors du conflit.»

Cependant, dans leurs plans de politique extérieure, les conspirateurs nazis envisageaient clairement la possibilité d'une intervention des États-Unis dans le conflit qu'ils préparaient en Extrême-Orient. Les Japonais pourraient la déclencher en attaquant des possessions américaines, en même temps que celles de l'Empire britannique. C'est ce qui arriva effectivement. On examina également d'autres éventualités pouvant provoquer l'entrée en guerre des États-Unis. Nous voyons dans l'ordre de base n° 24 (document C-75), au paragraphe 3, c, en haut de la page 2 :

«c) Les besoins en matières premières des puissances signataires du Pacte Tripartite exigent que le Japon s'empare des territoires dont la possession est nécessaire à la poursuite de la guerre, surtout dans l'éventualité d'une entrée en guerre des États-Unis. Les livraisons de caoutchouc doivent être faites régulièrement, même après l'entrée en guerre du Japon, car elles sont d'une importance vitale pour l'Allemagne.»

On trouve ensuite, dans le paragraphe non numéroté qui suit le paragraphe 3, d :

«On lancera de plus des attaques contre les autres bases navales anglaises et contre les bases navales américaines, au cas où l'on ne pourrait pas éviter l'entrée en guerre des États-Unis; elles auront pour but d'ébranler le système de contrôle ennemi dans cette région, et, au même titre que les attaques contre les communications maritimes, de paralyser des régions dont les ressources sont d'un intérêt vital (Australie).»



Ces passages montrent avec clarté que les nazis avaient envisagé la possibilité d'une entrée en guerre des États-Unis, et qu'ils avaient à son égard des intentions agressives. L'accusé Raeder, dans la réunion du 18 mars 1941 avec Hitler et les accusés Keitel et Jodl, avait prévu que les États-Unis se sentiraient gravement menacés dans leurs intérêts par la prise de Singapour. Le procès-verbal de cette réunion se trouve dans le document C-152 qui a déjà été déposé sous le n° GB-122. Je désire vous relire les autres phrases du onzième alinéa du procès-verbal de cette conférence. Elles figurent à la page 1 de la traduction anglaise. Je cite les paroles de l'accusé Raeder :

« Le Japon doit prendre des mesures pour s'emparer de Singapour le plus rapidement possible, car les conditions ne seront jamais aussi favorables (toute la flotte anglaise est occupée, les États-Unis ne sont pas préparés à une guerre contre le Japon, la flotte américaine est en état d'infériorité vis-à-vis de la flotte japonaise). Le Japon se prépare à cette attaque, mais, d'après les déclarations d'officiers japonais, il ne l'exécutera que si les Allemands opèrent leur débarquement en Angleterre. L'Allemagne doit donc concentrer tous ses efforts pour pousser le Japon à une action immédiate. Quand les Japonais auront Singapour, toutes les questions relatives aux États-Unis et à l'Angleterre en Asie Orientale (Guam, les Philippines, Bornéo, les Indes Néerlandaises) seront résolues. Le Japon désire si possible éviter une guerre avec les États-Unis. Il le peut, à condition de prendre Singapour le plus tôt possible. »

L'accusé Ribbentrop a reconnu aussi la possibilité d'une entrée en guerre des États-Unis à la suite de l'acte d'agression qu'il demandait aux Japonais. Je mentionne encore la réunion du 23 février 1941, avec l'ambassadeur japonais Oshima. Le compte rendu de cette entrevue figure au document PS-1834 (USA-129).

Le Tribunal se souvient d'un passage que j'ai déjà cité au paragraphe n° 2, en bas de la page 3, dans la traduction anglaise, dans lequel Ribbentrop déclare à Oshima qu'une intervention par surprise du Japon écarterait certainement les États-Unis de la guerre, car ils n'étaient pas armés, et ne pouvaient ni aventurer leur flotte, ni risquer de perdre les Philippines à la suite d'une déclaration de guerre. Deux paragraphes plus loin, Ribbentrop ne prétend pour ainsi dire plus que les États-Unis ne seront pas engagés dans cette guerre. Je cite le dernier paragraphe, au bas de la page 3 de la traduction anglaise :

« Le ministre des Affaires étrangères du Reich mentionne encore que, si l'Amérique déclarait la guerre par suite de l'intervention du Japon, ce serait parce qu'elle avait eu l'intention de le faire tôt ou tard. Il serait évidemment préférable d'éviter cette entrée en guerre, mais, comme nous l'avons expliqué plus haut, elle n'aurait pas

d'importance décisive et ne compromettrait pas la victoire finale des puissances du Pacte Tripartite. Le ministre des Affaires étrangères ajouta qu'à son avis l'entrée en guerre du Japon annulerait les effets de l'intervention américaine sur le moral anglais. Si pourtant, contrairement à toutes les prévisions, les Américains commettaient malgré tout l'imprudence d'envoyer leur flotte en Extrême-Orient, au delà d'Hawaii, ils donneraient aux puissances du Pacte Tripartite la plus belle occasion de terminer la guerre avec la vitesse de l'éclair. Il était personnellement convaincu que la flotte en finirait avec les Américains d'un seul coup. L'ambassadeur Oshima répondit que, malheureusement, il ne pensait pas que les Américains se risqueraient à cette manœuvre, mais qu'autrement, il était convaincu que la flotte de son pays serait victorieuse dans les eaux japonaises.»

Dans les paragraphes suivants dont nous avons déjà lu des extraits pour les faire figurer au procès-verbal, Ribbentrop souligne l'interdépendance des puissances signataires du Pacte Tripartite, et propose de coordonner les opérations.

Je n'en vais citer que le dernier paragraphe de la page 5. C'est un exemple typique du cynisme nazi qui nous est maintenant familier.

«Le ministre des Affaires étrangères mentionna, en insistant sur le fait qu'il envisageait cette question de façon toute théorique, que les puissances contractantes pourraient être amenées à rompre leurs relations diplomatiques avec les États-Unis, si ceux-ci leur faisaient subir de nouveaux affronts. L'Allemagne et l'Italie étaient déterminées à prendre cette mesure. Maintenant que nous avons signé le Pacte Tripartite, nous devrions, à la première occasion, agir tous ensemble. Une telle leçon ouvrirait les yeux du peuple américain et, sous certaines conditions, pourrait faire pencher l'opinion vers l'isolationnisme. Il faudrait naturellement choisir une situation dans laquelle l'Amérique se soit mise absolument dans son tort. La propagande devrait s'emparer de cette démarche commune des puissances signataires du Pacte Tripartite et l'exploiter à fond. D'ailleurs, cette question n'était pas encore urgente à ce moment-là.»

Au cours d'un entretien avec le ministre des Affaires étrangères du Japon, Matsuoka, le 29 mars 1941, Ribbentrop parla encore des possibilités d'une entrée en guerre des États-Unis. Le compte rendu de cet entretien figure dans le document PS-1877, que j'ai déjà déposé sous le n° USA-152. Les déclarations qui nous intéressent se trouvent dans les deux derniers paragraphes de la page 1 et dans le premier paragraphe de la page 2 de la traduction anglaise. Je ne voudrais pas abuser des instants du Tribunal en les relisant.

Je voudrais citer encore un document pour vous montrer que les conspirateurs nazis savaient que la guerre d'agression qu'ils poussaient les Japonais à entreprendre menaçait les intérêts vitaux

des États-Unis et pouvait amener leur intervention dans le conflit qu'ils préparaient en Extrême-Orient. C'est le document PS-1881 qui donne le compte rendu de l'entretien de Hitler avec l'ambassadeur japonais Matsuoka à Berlin, le 4 avril 1941. Dans l'exposé introductif que j'ai prononcé devant le Tribunal, il y a deux semaines, j'ai déposé le document PS-1881 sous le numéro USA-33. J'en ai cité une grande partie pour qu'elle figure au procès-verbal. A moins que le Tribunal n'en décide autrement, je crois qu'il serait bon d'en relire quelques passages.

LE PRÉSIDENT. — Je crois que nous pouvons les considérer comme des preuves acquises.

M. ALDERMAN. — Je veux souligner néanmoins que les passages que j'ai cités il y a quinze jours, et que j'aurais désiré relire maintenant, démontrent que les nazis non seulement envisageaient une intervention des États-Unis dans le conflit qu'ils fomentaient en Extrême-Orient, mais encore savaient pertinemment que l'armée et la marine japonaises préparaient des plans d'attaque contre les États-Unis. Nous avons même un document qui démontre que l'Axe savait, au moins en partie, en quoi consistaient ces plans de guerre.

Je mentionne encore le document PS-1538 qui a été déposé comme preuve sous le numéro USA-154. C'est un télégramme secret de l'attaché militaire allemand à Tokio, en date du 24 mai 1941. Il donne un compte rendu de ses différents entretiens touchant à l'intervention du Japon dans le cas d'une entrée en guerre de l'Allemagne contre les États-Unis.

Dans le paragraphe 1 figure cette phrase (dernière phrase du paragraphe 1) :

« Les préparatifs d'attaque contre Singapour et Manille demeurent. »

Je voudrais résumer quelle était la situation des nazis vis-à-vis des États-Unis, à cette époque, au printemps de 1941. En raison des engagements urgents qui les liaient ailleurs et de leurs plans d'agression contre l'URSS, dont l'exécution était fixée au mois de juin 1941, ils préféraient évidemment que les États-Unis ne soient pas engagés dans la guerre à ce moment. Néanmoins, ils avaient mis à l'étude des plans préliminaires contre les États-Unis, comme le montre le document relatif aux îles de l'Atlantique, que je vous ai présenté.

Les nazis poussaient constamment le Japon à attaquer le Commonwealth, comme ils les pressaient d'attaquer l'URSS, aussitôt après avoir déclenché leur invasion. Ils savaient que le rôle qu'ils voulaient faire jouer aux Japonais en Extrême-Orient provoquerait sans aucun doute l'entrée en guerre des États-Unis. Le ministre des Affaires étrangères du Japon l'avait d'ailleurs dit expressément à

Hitler et les chefs militaires allemands eux-mêmes se rendaient parfaitement compte des conséquences que pourrait entraîner l'avance sur Singapour. Ils savaient aussi que l'armée et la marine japonaises établissaient des plans d'opérations contre les États-Unis. Ils connaissaient au moins une partie de ces plans.

Non seulement les conspirateurs nazis connaissaient tous ces préparatifs, mais ils acceptaient les risques de ces agressions, vers lesquelles ils poussaient de plus en plus les Japonais, leurs alliés de l'Est.

En avril 1941, Hitler déclara au ministre des Affaires étrangères du Japon que si le Japon devait entrer en guerre contre les États-Unis, l'Allemagne en tirerait immédiatement des conséquences pour frapper sans délai.

Je me réfère au document PS-1881, compte rendu de l'entretien Hitler-Matsuoka à Berlin le 4 avril 1941, qui a déjà été déposé sous le n° USA-33, et plus spécialement aux quatre premiers paragraphes de la page 2 de la traduction anglaise. Je crois qu'ils ont déjà été lus deux fois devant vous, il est donc inutile que je recommence.

Deux paragraphes plus loin, nous voyons Hitler encourageant Matsuoka à déclarer la guerre aux États-Unis. J'attire votre attention sur le quatrième paragraphe de la page 2, que vous avez déjà entendu plusieurs fois. Aussi ne le relirai-je pas.

Dans ces passages, nous voyons le chef de l'État allemand, le Führer en personne, chef de la conspiration donner des encouragements et des promesses d'assistance. Mais les nazis ne s'en tinrent pas aux encouragements et aux promesses.

Je dépose maintenant le document PS-2898, sous le n° USA-163. C'est un autre télégramme de l'ambassadeur allemand à Tokio au sujet d'un entretien avec le ministre des Affaires étrangères japonais. Il est daté du 30 novembre 1941, exactement une semaine avant Pearl Harbor. Je vais lire les quatre premiers paragraphes de la page 2 du texte allemand, qui sont les premiers de la traduction anglaise. Je sais que ce passage n'a pas encore été lu devant le Tribunal. D'ailleurs ce document n'a jamais été cité.

«Le progrès des négociations confirme son point de vue qu'il existe des grandes différences d'opinion entre le Japon et les États-Unis. D'après ce qu'il m'a dit, le Gouvernement japonais, depuis qu'il a envoyé l'ambassadeur Kurusu, a pris une position ferme. Il est convaincu que cette position nous est favorable et doit faire comprendre aux États-Unis qu'ils risqueraient gros en se lançant dans une guerre européenne. Les nouvelles propositions américaines du 25 novembre marquent de grandes divergences entre les points de vue des deux nations. Leurs opinions diffèrent par exemple à propos du règlement à venir de la question chinoise. La principale» — le texte allemand porte l'indication «ici il manque un groupe

de mots », c'est-à-dire qu'un groupe de signes du code s'est perdu au cours de la transmission; d'après le contexte, ce sont sans doute les mots « différence d'opinion » — « la principale (ici il manque un groupe de mots) résulte du fait que les États-Unis essayèrent de neutraliser les effets du Pacte Tripartite. Les États-Unis avaient suggéré au Japon de conclure des Traités de non-agression avec les États-Unis, l'Empire britannique, l'Union Soviétique et d'autres pays afin de prévenir une éventuelle entrée en guerre du Japon aux côtés des puissances de l'Axe. Cependant, le Japon voulait s'en tenir aux clauses du Pacte; c'est pourquoi les exigences américaines forment le principal obstacle à l'établissement de bonnes relations entre les États-Unis et le Japon. Il n'a pas parlé de concessions promises par les États-Unis, et a simplement déclaré que de très graves décisions étaient en cours.

« Les États-Unis se préparent sérieusement à la guerre, et sont susceptibles d'engager une partie considérable de leur flotte en provenance de bases du Sud du Pacifique. Le Gouvernement japonais est en train de rédiger une réponse pour exposer clairement son point de vue. Mais, en ce moment, il n'a pas de programme particulier. Il pense que, dans l'ensemble, les propositions américaines sont inacceptables.

« Le Japon ne craint pas la rupture de ces négociations, espérant que, conformément aux clauses du Pacte Tripartite, l'Allemagne et l'Italie seraient alors à ses côtés. Je répondis qu'il n'y avait aucun doute sur la position que prendrait l'Allemagne. Le ministre des Affaires étrangères japonais me demanda s'il pouvait comprendre que l'Allemagne considérerait alors que son sort était lié à celui du Japon. Je répondis qu'à mon avis l'Allemagne était disposée à conclure un accord entre les deux pays au sujet de cette situation.

« Le ministre des Affaires étrangères répondit que, très probablement, il reviendrait bientôt sur cette question. Les conversations avec le ministre des Affaires étrangères confirmèrent l'impression que la note des États-Unis ne donnait pas satisfaction, même aux politiciens japonais qui cherchent des compromis. Dans ces milieux, l'attitude des États-Unis, surtout pour la question chinoise, a paru très décevante. Le fait que les Japonais présentent le Pacte Tripartite comme le principal obstacle au succès de leurs négociations avec les États-Unis semble indiquer que le Gouvernement japonais commence à se rendre compte de la nécessité d'une étroite collaboration avec les puissances de l'Axe. »

Voici venir le jour de l'infâme agression. Je dépose le document PS-2987 sous le n° USA-166. Il se compose d'extraits du journal du comte Galeazzo Ciano pour la période du 3 au 8 décembre 1941. Ce sont des notes qu'il rédigeait au cours de son travail quotidien en tant que ministre des Affaires étrangères d'Italie. Le texte italien

a été traduit en anglais et en allemand. Des exemplaires en anglais et en allemand figurent dans les livres de documents.

Je cite maintenant le début des notes du mercredi 3 décembre :

« Changement sensationnel de la politique japonaise. L'ambassadeur a sollicité une audience auprès du Duce, au cours de laquelle il a lu une longue déclaration sur le développement des négociations avec l'Amérique. Il a terminé en déclarant qu'elles avaient abouti à un échec. Puis, invoquant les clauses correspondantes du Pacte Tripartite, il demanda que l'Italie déclare la guerre à l'Amérique, immédiatement après l'ouverture des hostilités, et proposa que les puissances signataires du Pacte s'engagent par un accord à ne pas conclure de paix séparée. L'interprète qui a traduit cette demande tremblait comme une feuille. Le Duce donna toutes les assurances possibles, se réservant cependant le droit d'en parler à Berlin avant de donner une réponse. Le Duce était satisfait de cette communication et dit : « Nous sommes maintenant au bord de la guerre intercontinentale que j'ai prédite dès le mois de septembre 1939. » Que signifie ce nouvel événement? En tout cas, Roosevelt a réussi sa manœuvre. Ne pouvant pas entrer en guerre immédiatement et directement, il y est entré indirectement en se faisant attaquer par le Japon. Mais cet événement signifie aussi que les espoirs de paix s'éloignent de plus en plus. Maintenant, il est facile — même beaucoup trop facile — de prédire une longue guerre. Qui pourra tenir le plus longtemps? C'est sous cet aspect que nous devons considérer le problème. La réponse de Berlin sera un peu en retard, Hitler étant sur le front du Sud pour visiter le général Kleist dont les Armées continuent à céder sous la pression d'une offensive soviétique inattendue. »

Je passe au jeudi 4 décembre, trois jours avant Pearl-Harbor :

« Berlin a répondu de façon extrêmement circonspecte à la demande japonaise. Peut-être accepteront-ils, parce qu'ils ne peuvent pas s'en sortir autrement, mais l'idée de provoquer l'intervention américaine leur plaît de moins en moins. De son côté, Mussolini est très satisfait. »

Vendredi, 5 décembre :

« Nuit interrompue à cause de l'agitation de Ribbentrop. Après avoir attendu deux jours, il ne peut pas attendre une minute maintenant pour répondre aux Japonais et, à 3 heures du matin, il envoyait Mackensen chez moi pour me soumettre le plan d'un triple accord concernant l'intervention japonaise et l'engagement de ne pas faire une paix séparée. Il voulait que je réveille le Duce, mais je ne l'ai pas fait et ce dernier en a été très content. »

D'après les notes du 5 décembre que je viens de lire, il semble bien qu'un accord soit intervenu.

Le dimanche 7 décembre 1941, le Japon, sans avertissement préalable et sans déclaration de guerre, commença à attaquer les

États-Unis à Pearl-Harbor, ainsi que le Commonwealth britannique dans le sud-ouest du Pacifique. Le matin du 11 décembre, quatre jours après l'agression japonaise dans le Pacifique, le Gouvernement allemand déclara la guerre aux États-Unis, commettant ainsi le dernier acte d'agression, celui qui devait lui être fatal. Cette déclaration de guerre figure au volume IX des *Dokumente der Deutschen Politik*. Je demande au Tribunal d'en prendre acte sous le n° USA-164. Une traduction anglaise figure dans notre livre de documents, sous le n° PS-2507.

Le même jour, le 11 décembre 1941, dont ce sera demain le quatrième anniversaire, le Congrès des États-Unis décida : « de déclarer formellement l'état de guerre entre les États-Unis et le Gouvernement de l'Allemagne, état de guerre imposé aux États-Unis. » Cette déclaration figure sous le n° 272 dans la publication officielle *Paix et Guerre* dont le Tribunal a pris acte sous le n° USA-122. La déclaration elle-même a été reproduite pour les livres de documents sous le n° PS-2945.

Nous voyons donc qu'indépendamment de leurs propres intentions d'agression et de leur déclaration de guerre contre les États-Unis, les conspirateurs nazis, dans leur collaboration avec le Japon, ont mis en mouvement une force qui selon leurs calculs, devait aboutir à une agression contre les États-Unis. Tout en déclarant qu'ils préféreraient laisser encore l'Amérique en dehors du conflit, ils avaient néanmoins prévu que les opérations qu'ils encourageaient provoqueraient très probablement l'entrée en guerre des États-Unis. Ils savaient que les Japonais avaient projeté une attaque contre les États-Unis, et ils en acceptaient les conséquences, en assurant aux Japonais qu'ils déclareraient la guerre aux États-Unis en cas de conflit entre les États-Unis et les Japonais.

Les documents saisis chez l'ennemi ne nous permettent pas de voir clairement l'ensemble du plan, mais les documents trouvés et déposés devant le Tribunal montrent que l'attaque japonaise était une conséquence directe et prévisible de cette politique de collaboration et que, par leurs exhortations et leurs encouragements, les Allemands ont poussé les Japonais à Pearl-Harbor, aussi sûrement que s'ils l'avaient mentionné expressément.

Je voudrais lire, dans le journal de Ciano, les notes du 8 décembre, le lendemain de Pearl-Harbor :

« Ribbentrop a envoyé un appel téléphonique de nuit. Il est enchanté de l'attaque japonaise contre l'Amérique. Il en est si content que je me réjouis avec lui, quoique je me demande si, en définitive, nous en tirerons beaucoup d'avantages. Ce qui est certain c'est que l'Amérique va entrer en guerre et que le conflit sera si long qu'elle sera capable de réaliser tout son potentiel. Je l'ai dit ce matin au Roi qui s'était montré satisfait des événements. Il a fini

par admettre qu'à la longue je pourrais avoir raison. Mussolini était également très content. Depuis longtemps il désirait voir éclaircie la situation entre l'Amérique et l'Axe.»

Le dernier document est un compte rendu secret d'un entretien entre Hitler et l'ambassadeur japonais Oshima, qui eut lieu le 14 décembre 1941, de 13 heures à 14 heures, en présence du ministre des Affaires étrangères du Reich, Ribbentrop, document PS-2932 (USA-165). L'attaque de Pearl-Harbor fournit le premier sujet de conversation, et la façon dont on en parle est typique des procédés nazis. Je cite le passage qui commence au deuxième paragraphe de la traduction anglaise, et qui n'a pas encore été lu :

«Tout d'abord, le Führer décore l'ambassadeur Oshima de la Grand-Croix de l'Ordre du Mérite de l'Aigle allemand en or. Il le remercie amicalement des services qu'il a rendus à la collaboration germano-japonaise qui atteint maintenant son point culminant dans la fraternité des armes.

«Le général Oshima remercie de ce grand honneur et exprime sa satisfaction de voir l'Allemagne et le Japon combattre côte à côte.

«Le Führer continue : « Vous avez fait la bonne déclaration de « guerre. » C'est la seule bonne méthode. Le Japon l'avait déjà suivie, et elle correspond à notre propre système : il faut négocier le plus longtemps possible, mais, si on voit que l'autre ne cherche qu'à vous berner, à vous humilier et à vous insulter et ne veut pas arriver à un accord, il faut frapper le plus fort possible et ne pas perdre de temps à déclarer la guerre. Il était réconforté d'apprendre le résultat des premières opérations japonaises. Lui-même avait négocié parfois avec une patience infinie, avec la Pologne par exemple, et avec la Russie. Quand il se rendait compte que l'autre ne voulait pas arriver à un accord, il frappait rapidement et sans prévenir. Il utiliserait toujours cette méthode à l'avenir. »

Plaise au Tribunal. Ceci est la conclusion de l'exposé sur les diverses phases des guerres d'agression imputées en tant que crimes contre la Paix sous le chef n° 1 de l'Acte d'accusation.

En terminant, le Tribunal me permettra de remercier le commandant Sidney J. Kaplan, chef de section, et les membres de son service qui ont rassemblé et préparé avec patience tous les documents que je vous ai présentés. Ce sont, dans l'ordre dans lequel les documents ont été présentés : Commandant Joseph Dainow, Lieutenant-Commander Harold Leventhal, Lieutenant John M. Woolsey, Lieutenant James A. Gorell, Lieutenant Roy H. Steyer.

Le commandant Kaplan et son personnel ont pleinement fait honneur à la célèbre devise de leur arme, les garde-côtes américains, *Semper paratus*, « Toujours prêt ».

LE PRÉSIDENT. — L'audience est levée jusqu'à demain.

(L'audience sera reprise le 11 décembre 1945 à 10 heures.)